



# ASSISES DE L'ECOSOCIALISME

## LA TRANSITION ECOLOGIQUE DE L'AGRICULTURE

Paris, le 23 mai 2015



avec la participation d'



# TABLE DES MATIERES

## Introduction générale, p.4

### **Première partie – Les impacts du modèle agricole actuel et ce que nous entendons par transition écologique de l’agriculture**

Introduction, Eve Saymard, co-responsable de la Commission agriculture du Parti de Gauche.....	p.5
Les principes agronomiques du modèle d’agriculture conventionnelle, Jacques Caplat, agronome et ethnologue.....	p.8
Le point de vue de Hendrick Davi, chercheur, spécialiste du changement climatique et observateur syndical (CGT) au Conseil Scientifique National de l’Institut National de la Recherche Agronomique (INRA).....	p.14
Les évolutions récentes au sein du Ministère de l’Agriculture, Elsa Delcombelle, agroéconomiste, anciennement chargée de politiques publiques sur l’agroécologie.....	p.17
Qu’entendons nous par transition écologique de l’agriculture ?, Laurent Levard, co-responsable de la commission agriculture du Parti de Gauche.....	p.24
Qu’entendons nous par transition écologique de l’agriculture ?, Michel Buisson, agroéconomiste et membre d’Ensemble !.....	p.28
Synthèse des interventions et débats de la matinée, Laurent Levard, co-responsable de la commission agriculture du Parti de Gauche.....	p.33

### **Deuxième partie - Les alternatives qui ouvrent la voie d’une transition écologique, les politiques qu’ils conviendrait de mettre en œuvre**

L’alternative de l’agriculture biologique dans la Drôme, Josette Fournié, Paysanne, porte parole du Groupement d’Agriculture Biologique de la Drôme.....	p.36
Les possibilités d’action des Régions, Corinne Morel-Darleux, Conseillère régionale Parti de Gauche en Rhône- Alpes.....	p.39
Quelle politique pour assurer la transition écologique de l’agriculture ? – Les propositions du Parti de Gauche, Romain Dureau, membre de la Commission agriculture du Parti de Gauche.....	p.43

Quelles politiques pour la transition écologique ? : le point de vue de la Confédération paysanne, Claude Cellier, ancien Secrétaire national de la Confédération paysanne.....	p.47
Le point de vue de Marc Dufumier, professeur émérite à AgroParisTech et Président de la plateforme pour le commerce équitable.....	p.50
Le point de vue de Dominique Marion, paysan et ancien Président de la Fédération Nationale d'Agriculture Biologique (FNAB).....	p.55
Le point de vue de Jean-Marc Bureau, président de la Fédération Nationale des Centres d'Initiatives pour Valoriser l'Agriculture et le Milieu rural (FNCIVAM)..	p.60
<b>Troisième partie – Intervention de clôture de Jean-Luc Mélenchon.....</b>	<b>p.64</b>

L'ensemble des enregistrements des Assises de l'écosocialisme sur la transition écologique de l'agriculture du 23 mai 2015 est disponible sur : <https://lepartidegauche.fr/lateledegauche/educpop/assises-l-ecosocialisme-agriculture-32422>

## Introduction générale

Le Parti de Gauche défend diverses propositions pour une transition écologique de l'agriculture, bien souvent élaborées avec ses partenaires du Front de Gauche. Le 23 mai 2015, dans le cadre de son cycle d'Assises de l'écosocialisme et avec la participation de Ensemble !, il a organisé à l'Ecole Normale Supérieure de Paris une journée destinée à approfondir sa réflexion sur cette transition écologique en France, en invitant diverses personnalités (paysans, scientifiques, militants et responsables syndicaux et associatifs, élus) à venir donner leur point de vue et à échanger.

Ces actes rassemblent les diverses interventions, ainsi qu'une synthèse des interventions et échanges de la matinée. Concernant le style, il doit être tenu compte qu'il s'agit de simples retranscriptions d'interventions orales.

La première partie regroupe les interventions de la matinée consacrée aux impacts du modèle agricole actuel et à la définition de ce que nous entendons par transition écologique de l'agriculture, ainsi qu'une première synthèse.

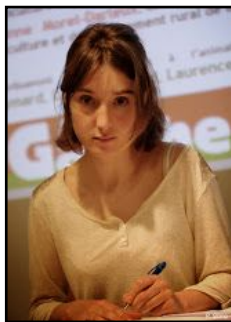
La seconde partie présente les interventions de l'après-midi relatives à diverses alternatives qui ouvrent la voie d'une transition écologique et aux politiques qu'ils conviendrait de mettre en œuvre.

La troisième partie reprend les éléments essentiels de l'intervention de Jean-Luc Mélenchon, en conclusion de la journée.



## Première partie – Les impacts du modèle agricole actuel et ce que nous entendons par transition écologique de l’agriculture

### Introduction



*Eve Saymard, co-responsable de la Commission agriculture du Parti de Gauche*

Que constate-t-on en matière de modèle agricole et des impacts sur la société en général ?

On visualise deux systèmes agricoles. On parle de système car ce ne sont pas des fermes qui sont dans un sens et d’autres dans l’autre. Souvent les fermes sont à cheval entre les deux systèmes. Ce sont des systèmes de fonctionnement agricole. Je vais plutôt m’appesantir sur un des deux modèles.

Pour nous, il y a un premier système qui répond aux besoins des territoires, qui prend en compte les besoins nourriciers, et environnementaux, maintenant des prairies, conservant des haies, autonome sur ses choix d’intrants ou ses débouchés. Ce système-là est soutenu surtout par des initiatives citoyennes et quelquefois par des collectivités. C’est un système qui est plutôt minoritaire et fortement en concurrence avec l’autre système dont je vais vous parler de manière plus soutenue. Il est en concurrence du fait que le deuxième système apporte des normes quelquefois contraignantes pour ce premier système : normes sanitaires et sur les semences. Concurrence, car nous avons un espace

fini de terres : si on a plus d'argent à mettre sur les moyens de production qui sont le foncier on fragilise l'autre système.

Le deuxième système est un système agro-industriel qui est soutenu par la législation, par le gouvernement actuel et par le syndicat agricole majoritaire. Il est complètement intégré au niveau industriel, c'est-à-dire qu'aujourd'hui, les agriculteurs dans ce système sont de moins en moins autonomes. Ils ne font plus du tout de choix au niveau de leur production, de leur façon de produire. Ils doivent répondre à des normes très strictes. Par exemple une personne que je suis au niveau professionnel a du cannibalisme au niveau de ses poules, toutes ses poules se mangent entre elles, mais elle n'a pas le droit de changer de races car l'industriel qui travaille avec elle l'oblige à rester sur cette race de poules.

Et puis, on est sur un marché libéral. Il y a une volatilité des prix qui crée une dépendance que ce soit en amont des aliments que l'on achète si on est en élevage, que du prix des produits. Et on peut faire un million d'investissement, car c'est un système qui demande pas mal d'investissements au départ, et on ne sait pas si on vendra son lait à 200 € ou à 400 € les mille litres.

Ce système s'accompagne d'une spécialisation des territoires. On fait d'un côté de la grande culture et, de l'autre, de l'élevage. On ne mélange plus du tout. Du coup, il y a des manques de matière organique sur un territoire et pas assez sur un autre. Il n'y a plus du tout de diversité des territoires. Et pour fonctionner, vu le prix à la baisse ou du moins fluctuants et les investissements nécessaires, il y a besoin de produire beaucoup. Et d'avoir des unités de production de plus en plus grosses. Sur des fermes qui sont de plus en plus grosses, qui s'agrandissent : on arrive à 1000 ha, la taille d'une commune ; on arrive à 1000 vaches, 250 000 poules, des centaines de milliers de cochons. Je pousse à l'extrême, toutes les fermes ne sont pas comme ça. Mais si on pousse ce système on a besoin de regrouper les unités de production car on ne crée plus de valeur ajoutée/ha. On a besoin de produire beaucoup avec beaucoup d'unités car il y a peu de valeur ajoutée par unité. Et du coup, diminution de la main d'œuvre car il faut être productif avec beaucoup d'unités et peu de personnes, pour que cela coûte moins cher. 50 % de la main d'œuvre permanente des fermes a disparu depuis 20 ans.

C'est énorme, c'est aussi bien de la main d'œuvre d'exploitants agricoles que de salariés. Les deux sont en diminution. Sachant qu'il y a quatre agriculteurs sur cinq qui ont plus de 40 ans, que vont devenir les actuelles fermes moyennes ? Etant donné qu'il faut soit s'agrandir soit disparaître... Dans ce système soit elles s'agrandissent et mangent tous leurs voisins soit elles disparaissent.

Comme tout le monde veut s'agrandir il y a une augmentation du prix de l'ha. Il y a un système de contrôle, la SAFER, qui doit réguler les prix du foncier. Mais il y a des moyens de détourner cela, tous les moyens sont bons pour détourner la législation et augmenter les prix à l'ha. En 2006, il y a eu la création des fonds agricoles, comme des fonds de commerce, ce qui a permis de légaliser ce que l'on appelle le « pas de porte, » des tickets d'entrée, pour acquérir une ferme ou des ha. Et comme on est sûr des prix de plus en plus importants et non plus sur des fermes mais sur des exploitations agricoles, on arrive à avoir des capitaux séparés du travail. C'est-à-dire que maintenant -pas partout, mais ça commence-, il y a des apporteurs de capitaux qui arrivent, investissent. Et des agriculteurs ou salariés agricoles qui font le travail ou des entreprises de travaux agricoles qui font le travail. Et donc, au niveau de la prise de décision, ce ne sont plus les travailleurs au niveau de leur ferme qui prennent les décisions mais les actionnaires. Du fait que le prix à l'ha est de plus en plus important, on ferme le milieu aux « hors cadre », c'est-à-dire aux personnes qui ne sont pas du milieu agricole. Il est impossible pour eux d'investir dans une ferme où il n'y aura pas assez de rentabilité, ou une rentabilité sur 20-30 ans, sachant que, aujourd'hui, on ne fait pas de prêt sur 20-30 ans.

C'est un système très productiviste et, pour avoir moins de main d'œuvre, il se mécanise à outrance. On préfère investir dans un tracteur plutôt que d'embaucher. Une mécanisation et une utilisation de pesticides de plus en plus importante, avec une augmentation de 5% entre 2009 et 2013. Il n'y a plus de prise en compte de l'environnement, on arrache les haies car c'est ainsi plus facile de passer en tracteur. On a du coup des eaux polluées qui peuvent être impropres à la consommation. Avec des problèmes d'atrazine souvent, alors ce sont des anciens pesticides, mais ils se retrouvent encore dans nos eaux. Il y a des problèmes de qualité de l'eau et de l'air. On se retrouve avec des sols

pollués. Il y a de moins en moins de matière organique dans les sols. Il y a des problèmes d'érosion. Une biodiversité en diminution, que ce soit au niveau de la faune marine, de la faune aquatique au niveau des rivières ou au niveau des abeilles, même si tout n'est pas du à l'agriculture. On arrive à une nourriture qui peut même être « impropre » à la consommation, une agriculture sans lien avec l'alimentation, il n'y a plus de lien entre ce que l'on mange et ce que l'on produit. Il y a même des agriculteurs qui disent « je ne vais pas manger mes produits vous êtes fous ». Il y en a même qui produisent à côté quelque chose pour eux. On voit des problèmes d'allergie par la sélection, par exemple du blé. L'enseignement et la recherche agricole s'inscrivent dans système là.

Je finirai en parlant des agrocarburants. Aujourd'hui on a aussi une concurrence par rapport à une agriculture nourricière. Maintenant on a 6% de la SAU qui sont au profit des agrocarburants, surtout beaucoup de colza, qui est une espèce forte demandeuse en pesticide. Ces 6% de surface représente 2.5% de nos carburants. Et pour 2020, le gouvernement a un objectif d'arriver à 10% d'agrocarburants dans les carburants. Si on reste à volume constant de carburants utilisés, on arrive à 25% de la SAU en agrocarburant... 25% de la Surface agricole serait utilisée pour les agrocarburants. Un quart de notre surface servirait pour les agrocarburants en concurrence avec nos besoins pour nourrir la population. Cela va augmenter la demande et donc augmenter la volatilité des prix!

<http://www.greenpeace.org/france/PageFiles/300718/Agrocarburants%20en%20France%20-%20Note%20Greenpeace%20France%20-%202010-2012.pdf>



### ***Les principes agronomiques du modèle d'agriculture conventionnelle, Jacques Caplat, agronome et ethnologue***

Je vais me permettre d'élargir au reste du monde, mais, je vous rassure, pas pour faire un focus dessus. Mais en fait je vais essayer si vous me le permettez d'expliquer au niveau agronomique où nous en sommes aujourd'hui. On a eu une présentation économique et structurelle, et je vais revenir sur la dimension agronomique.



J'ai travaillé auprès de paysans pendant des années et ensuite au développement de l'agriculture biologique en France dans les années 2000 : j'ai donc observé les pratiques usuelles et les conditions de leur évolution, et je trouve extrêmement important d'essayer de comprendre le pourquoi du modèle qui domine aujourd'hui l'agriculture. Ce n'est pas vraiment le modèle que l'on a envie de suivre, mais je préfère dire modèle plutôt que système parce que ce n'est pas un système, ce n'est justement pas systémique. Comment cette agriculture s'est-elle imposée, agriculture que j'appelle agriculture conventionnelle, c'est-à-dire l'agriculture qui fait convention. Ce terme évite de porter un jugement, même si on peut ensuite la définir comme industrielle ou chimique. Elle n'est pas forcément intensive, et ce mot est très trompeur. Productiviste, oui c'est sûr qu'elle l'est ; elle cherche à diminuer les emplois, ça c'est clair.

Une question extrêmement importante que l'on oublie pratiquement toujours - même les agronomes alternatifs- de poser : cette agriculture qui domine aujourd'hui le monde, est-ce que c'est l'Agriculture avec un A majuscule, et au singulier. En fait non, c'est UNE agriculture. Il y a énormément d'agricultures possibles. On ne peut pas parler de changer d'agriculture, de faire une transition vers une autre agriculture si on ne prend pas conscience du fait que l'agriculture que l'on pratique en Europe est le résultat d'une histoire et le résultat de choix techniques et politiques et qu'elle n'est absolument pas le seul ensemble agronomique possible.

J'insiste sur cette dimension-là : c'est un ensemble agronomique. Ce n'est pas une question de dire « on met de la chimie ou on ne met pas de chimie », ce n'est pas une question de dire « on fait des petites fermes ou des grandes fermes », ça va beaucoup plus loin que ça. En fait, il y a eu au Néolithique quinze à vingt foyers d'invention de l'agriculture dont 3 grands foyers d'invention, un en Amérique centrale, un en Asie et un au Moyen Orient, ce que l'on appelle le croissant fertile, la Syrie et l'Irak actuels, en gros où l'Etat islamique est en train de s'installer. Cette agriculture du croissant fertile a ensuite gagné l'Europe. L'agriculture de l'Europe est issue du croissant fertile et d'un contexte historique, elle n'est pas tombée du ciel. Il se trouve que cette agriculture -ce « modèle »- s'est mis en place autour de principes agronomiques qui expliquent ensuite

pourquoi on en est là, et qui peuvent nous donner des clés dans la discussion sur comment aller vers autre chose. Le premier élément c'est qu'on a une approche qui n'est pas du tout systémique, qui ne fait pas système, qui est une approche qui est en fait héritée de la science européenne de l'Antiquité et du moyen Age qui était réductionniste. Depuis la Grèce antique on avait une science réductionniste, c'est-à-dire qu'on réduit un problème à des équations simples, en le segmentant en parties étudiées séparément. Par exemple en agriculture : les scientifiques réductionnistes ont découvert à la fin du XIXe siècle que les plantes ont besoin de carbone, d'oxygène, d'hydrogène, d'azote, de phosphore et de potassium. Elles trouvent le carbone, l'oxygène et l'hydrogène dans l'air et dans l'eau et ils ont pensé qu'il suffisait d'apporter l'azote, le phosphore et le potassium sous forme d'engrais. Ils ne se sont pas posé la question d'un point de vue systémique, c'est de dire « comment la plante peut-elle se fournir en azote, phosphore, potassium et d'autres éléments par le sol » et « comment créer un système équilibré entre la plante et le sol pour qu'elle se nourrisse ». Les premiers agronomes n'ont pas du tout raisonné comme ça, mais se sont dit : « la plante a besoin de phosphore, d'azote et de potassium, on va donc lui apporter directement ces éléments ». C'est vraiment une vision extrêmement simpliste.

Il se trouve que toutes les sciences occidentales ont fait une révolution systémique à la fin du XIXème siècle début du XXème (ce qui a abouti à la relativité, la physique quantique, la médecine moderne...), sauf l'agriculture. Certains ont cependant essayé en agriculture, ce sont ceux qui ont inventé et pratiqué ce qu'on a appelé l'agriculture biologique. Je parle de l'agriculture biologique dans ses fondements d'origine, pas le règlement européen actuel. Malheureusement, cela n'a pas beaucoup pris pour l'instant.

Dans cette approche réductionniste et dès son invention dans le Croissant fertile, l'agriculture conventionnelle est basée sur des cultures pures. Dans un champ de blé, vous n'avez que du blé, dans un champ de maïs, vous n'avez que du maïs. Pour le maïs, c'est complètement absurde car c'est une plante qui vient d'Amérique centrale et qui n'a pas du tout été sélectionnée pour être cultivée en culture pure. Le blé, en revanche, se rationalise bien en culture pure, certes avec des défauts, mais ça se rationalise bien.

Ensuite, cette agriculture est basée sur une sélection standardisée, ce qui est vraiment très important car toute la mécanique industrielle en découle. C'est-à-dire que l'on a estimé que les paysans ne savaient pas bien sélectionner les plantes et les animaux -c'est d'ailleurs très intéressant de voir que les semences qu'on utilise aujourd'hui sont appelées « semences améliorées », ce qui sous-entend que les semences d'avant elles n'étaient pas bonnes, que 10000 ans de travail paysan avait été sans intérêt. Les agronomes sont venus dire comment il fallait faire. Si vous regardez les textes antiques ou de l'Age d'or arabe, on glorifie le savoir paysan. Vous prenez les textes à partir de la fin de la Renaissance, ce sont les lettrés qui vont dire aux paysans ce qu'ils doivent faire. Même avec Olivier de Serre, qui a par ailleurs fait des travaux intéressants, c'est un lettré qui est venu expérimenter et dire aux paysans « voilà c'est ça qu'il faut faire ». Et on est toujours dans cette logique.

La sélection des plantes et des animaux est donc centralisée et standardisée sur des modèles de science réductionniste. C'est-à-dire qu'on veut augmenter les rendements en isolant le facteur rendement de tous les autres facteurs. On met pas du tout en système on ne cherche pas les interrelations entre les éléments. Et on va à chaque génération sélectionner la plante qui a le meilleur rendement alors que, parfois, il faut en prendre une qui n'a pas un bon rendement à la génération  $n$  pour avoir des plantes avec des formidables rendements  $n+2$  ou  $n+3$ . Mais ça, on ne sait pas faire en science occidentale, en tous cas, dans le cadre de l'agriculture actuelle, on ne le fait pas. Et donc on a des plantes performantes ou des animaux qui sont performants, mais avec une extrême fragilité parce qu'ils ont été sélectionnés dans des conditions complètement artificielles, en fait complètement hors sol, même si c'est dans des champs etc. Ensuite, on est obligé, pour pouvoir les cultiver, de reproduire dans les champs les conditions théoriques de leur sélection, et donc d'avoir recours aux pesticides, aux engrais et à l'irrigation pour artificialiser le milieu. Pendant 10000 ans on avait adapté les variétés au milieu, maintenant on adapte le milieu aux variétés. Ça c'est très important. Quand on nous parle du barrage de Sivens par exemple, pourquoi est-ce que les agriculteurs autour de Sivens disent-ils « nous, on a besoin d'eau » ? Ce n'est pas parce qu'ils ont spécialement besoin d'eau (ce n'est

pas le Sahel et les plantes savent très bien pousser naturellement dans le Sud-Ouest de la France), ça ne veut rien dire « on a besoin d'eau », il faut se poser la question pourquoi ? Ils ont besoin d'eau parce qu'ils utilisent des variétés qui ont été sélectionnées depuis 70 ans pour ne pousser qu'à condition d'être soutenues par de l'irrigation, ou, en tous cas, d'avoir une certaine quantité d'eau. Donc, si on n'a pas cette quantité d'eau parce que le climat évolue, on va faire des barrages.

L'autre solution, c'est de sélectionner les plantes autrement. Et de les réadapter au milieu. Et c'est vraiment tout un système, on peut dire que ça « fait système » d'une certaine manière. Il faut faire très attention à ne pas aller remplacer un élément sans penser aux autres. Il ne suffit pas d'enlever la chimie si on ne pose pas la question de la sélection des plantes. Si vous enlevez la chimie en gardant des plantes qui sont sélectionnées pour la chimie, évidemment que les rendements chutent. Ca ne veut pas dire que la bio ne marche pas, ça veut juste dire qu'on expérimente pas de la bio, on expérimente du « conventionnel sans chimie ». Evidemment, le conventionnel sans chimie ça ne marche pas parce que le conventionnel est fait pour la chimie.

Et ce système est effectivement productiviste (c'est-à-dire vise à augmenter la production par travailleur) et cherche à remplacer la main d'œuvre par des machines. Il est important d'insister sur ces aspects là, parce que tous ces choix ont des raisons. Pourquoi l'agriculture est-elle productiviste ? Parce que, pendant quasiment 10 000 ans, on manquait de bras. Il fallait libérer des bras qui étaient occupés par l'agriculture, si on voulait pouvoir construire des cités-État, bâtir des pyramides, des cathédrales, faire la guerre hélas, faire la révolution industrielle, reconstruire l'Europe après la 2<sup>nd</sup> guerre mondiale... On manquait de bras après la 2<sup>nd</sup> guerre mondiale, donc il fallait réduire les emplois en agriculture pour les transférer vers la reconstruction puis vers l'économie tertiaire, et aussi faire venir des travailleurs immigrés. Ces anciens emplois agricoles ont alors été remplacés par des machines, car on pensait alors que l'énergie était abondante et bon marché. Aujourd'hui nous connaissons un chômage de masse, c'est la première fois dans l'histoire de l'humanité, donc il serait temps de remettre en question tout le système économique, fiscal, politique qu'on a construit, notamment depuis la 2<sup>nd</sup> guerre mondiale en France, puis dans l'Union européenne. Et le problème

c'est qu'on ne le fait pas, c'est qu'à chaque fois on réforme un système dans l'état où il est, au lieu de se poser la question « mais au fait pourquoi est-ce qu'on est parti dans cette direction ?, Est-ce que cette direction n'est pas aujourd'hui complètement absurde ? »

En conclusion, à partir de ces constats généraux, juste quelques pistes qui pourront ensuite être creusés dans la suite de la journée. Si on veut sortir de ce modèle agricole, outre le fait de constater qu'il y a des problèmes au niveau économique etc. il faut se poser des questions agronomiques de base. Si on veut avoir une agriculture performante, qu'est ce qui marche le mieux ? Eh bien, ce qui marche le mieux, figurez vous, quand on va regarder en Amérique centrale ou l'agriculture asiatique etc., on se rend compte que ce qui est le plus performant c'est les « cultures associées », c'est-à-dire plusieurs plantes en même temps sur la même parcelle, intégrant des arbres, jouant sur l'équilibre sol-plantes, etc. Mais ça, ça demande d'adapter le matériel, parce qu'on n'a actuellement pas de matériel qui est fait pour ça. Ça demande de faire des recherches que l'agronomie française, européenne ne fait pas. On n'a jamais pratiqué cela en Europe, ou quasiment pas. Donc on sait pas faire. Donc il faut l'inventer. Ça demande beaucoup de main d'œuvre, ça tombe bien, la main d'œuvre elle ne demande qu'à trouver du boulot. On a besoin de variétés adaptées au milieu (c'est-à-dire adaptables et évolutives : ce n'est pas un retour au passé). Et on a besoin plus globalement de remettre tous ces éléments en lien, de bien recréer une agriculture qui repense la relation entre l'écosystème, l'agrosystème et les humains. Car, on ne peut pas réfléchir sur l'agriculture sans la relier aux humains, et, là, je prends ma casquette d'ethnologue. L'agriculture, quand elle s'est développée, quand elle est venue du Croissant fertile en Europe, elle ne permettait pas une meilleure alimentation. Au début, c'était même une moins bonne alimentation que l'alimentation des cueilleurs chasseurs pêcheurs (qui sont, je vous le rappelle, avant tout cueilleurs et très peu chasseurs). Cette agriculture s'est imposée parce que c'est un élément « structurant » d'organisation des sociétés. L'agriculture est la manière dont la société s'inscrit dans un territoire, prend le contrôle du vivant, résout la contradiction « je suis vivant mais je vais mourir ». Il y a des éléments extrêmement puissants dans l'agriculture. Et l'agriculture structure toutes les sociétés, même celles qui ne

sont pas agricoles (car elles ne sont pas coupées du monde : elles ont connu l'agriculture et ont choisi de ne pas ou ne plus la pratiquer). Donc, l'agriculture c'est une affaire de toute la société. Ce n'est pas l'affaire des seuls paysans, mais l'affaire de tout le monde.



***Le point de vue de Hendrik Davi, chercheur, spécialiste du changement climatique et observateur syndical (CGT) au Conseil Scientifique National de l'Institut National de la Recherche Agronomique (INRA)***

Parler des enjeux pour l'agriculture au 21ème siècle, ce n'est pas seulement faire un état des lieux, mais aussi lister les enjeux auxquels nous allons être confronté dans la nécessaire transition écologique.

Quelles sont les contradictions auxquelles l'humanité va faire face ? Pour bien le comprendre, il faut faire une analyse systémique des problèmes et des enjeux auxquels l'agriculture va être confrontée.

L'agriculture doit servir à nourrir l'humanité tout en préservant l'environnement. Or, aujourd'hui, c'est un échec sur les deux points : il y a entre 850 millions et 1 milliard de personnes qui souffrent de la faim et le bilan environnemental est catastrophique.

Quels sont les enjeux pour l'agriculture pour le futur ?

Premièrement, il faut commencer par identifier qui doit-on nourrir ? Cela dépend de la population mondiale. Il y a aujourd'hui 7,3 milliards d'habitants dont 60 % en Asie, 16 % en Afrique et 10% en Europe. La population était de 700 millions en 1700 et s'est donc multipliée par 10 jusqu' à nos jours. Dans le futur, les projections des démographes oscillent entre 7 et 16 Milliards avec une moyenne de 11 Milliards. Comment nourrir une population si importante ? Un élément important concerne l'inégalité de la répartition de la population mondiale en 2100 : 43% en Asie et 40% en Afrique.

Les pays du G 20 réalisent 77% de la production de céréales. L'Europe produit 20% de la viande et des céréales, alors qu'elle ne représente que 10 % de la

population. C'est un problème si nous souhaitons relocaliser la production pour tendre vers la souveraineté alimentaire. Nous devons donc envisager une transition et il faut savoir si l'on pourra produire là où les besoins seront les plus importants.

Deuxièmement, les comportements alimentaires sont un facteur important. Depuis 1990, la part des céréales dans l'alimentation est passée de 50 à 30 %, alors que celle de viande a augmenté de 5 à 17% (Il y a une augmentation en Amérique latine et en Asie, mais une stabilisation en Europe). Or nous savons que l'impact écologique de la production et la consommation de viande est plus important.

Troisièmement, la façon dont nous produisons des aliments n'est pas socialement neutre. Il y a des producteurs, les agriculteurs qui ont souffert de la logique productiviste et capitaliste, qui a conduit à une baisse du nombre d'exploitations de 50% en 20 ans avec principalement une diminution des petites exploitations. Les divers secteurs ont subi des impacts différents. Par exemple les céréaliers ont connu une moindre baisse comparée aux éleveurs de bovins. En tant que syndicaliste, je me soucie de la santé des agriculteurs, des taux de suicides, des cancers, et des accidents dont on parle peu. Par ailleurs, le niveau des revenus est problématique. En 2003, en termes de revenus agricole, la moitié des exploitations étaient en dessous du SMIG. Depuis 2000, la part des revenus non agricole (gites, etc) augmente et aujourd'hui 40% des revenus des exploitations agricoles ne sont pas issus de la production agricole.

Comment en sommes-nous arrivé là ? Dans quelle économie tout cela est inséré ? La Révolution verte a entraîné une augmentation des rendements et de la production au détriment de l'environnement. Certes l'objectif initial a été atteint, mais à quel prix ? Cela a entraîné une modification complète du travail des agriculteurs qui sont devenus des « salariés » en aval des grandes surfaces et en amont du Crédit agricole et de Monsanto.

Actuellement une phase supplémentaire se met en place avec la fin des quotas. Une forte libéralisation sur la logique économique des subprimes est appliquée à l'agriculture. Cela va soit disant sécuriser les financements, du coup les multinationales bancaires et les fonds de pensions vont investir dans l'agriculture.

Cette phase a déjà entraîné une instabilité des cours depuis 2007 / 2008 malgré les productions records. Les cours sont sensibles aux aléas climatiques mais le sont encore plus à la spéculation.

Concernant l'impact sur l'environnement, cette révolution verte requiert la mécanisation, les pesticides, les engrais et la sélection génétique. Les rendements ont augmenté, mais au prix de désastres écologique et humains :

- Pollution des sols par les pesticides et les engrais. La toxicité diffère selon les engrais, l'usage qui en est fait et les cultures.
- L'eau : 82% de la pollution est due à l'agriculture
- Le climat : les émissions dues à l'agriculture : 12% en France.
- Les ressources génétiques ont été homogénéisées avec une perte importante de diversité.

Pour conclure il faudra faire des compromis entre les ressources naturelles et l'agriculture aux différentes échelles régionales nationales et européennes. La planification sera nécessaire sur le territoire national.

Dans ces compromis, l'important est qu'on sorte du cadre capitaliste et cela passera forcément par de la démocratie, impliquant le citoyen, l'expert et l'agriculteur. Le citoyen éclairé par les avis pourra faire des choix : préserver une forêt ou étendre le pâturage. On peut sortir du système actuel, mais il y aura forcément un coût, ce qui oblige un choix démocratique.





***Les évolutions récentes au sein du Ministère de l'Agriculture : Elsa Delcombel, agroéconomiste, cheffe du bureau stratégie environnementale et changement climatique de mars 2012 à janvier 2015.***

Je suis fonctionnaire du Ministère en charge de l'agriculture depuis 1995. J'ai été associée de près aux dossiers sur la transition écologique de l'agriculture depuis que j'ai pris un poste en centrale du Ministère en charge de l'agriculture comme chargée de mission sur les mesures agro-environnementales en 2008 sur lequel je suis restée 3 ans et demi. En 2009-2010, j'ai lancé avec des collègues, la réflexion sur la prochaine vague de mesures agro-environnementales qui commencent en 2014-2015 puisque les programmations européennes sont sur 7 ans. Puis j'ai été deux ans et demi cheffe du bureau « Stratégie Environnementale et Changement climatique ». J'ai changé de poste en février 2015 pour une autre région et d'autres ministères, mais du coup ça me permet quand même de vous raconter un petit peu ce que j'ai vécu de l'intérieur du Ministère de l'Agriculture, en étant cheffe du bureau Stratégie Environnementale et Changement climatique -en essayant de faire bouger les lignes quand même- et de vous faire partager un petit peu comment ça marche à l'intérieur de l'administration et comment l'administration doit justement un peu mieux fonctionner avec l'extérieur pour continuer à avancer. Sachant que je partage tous les enjeux précédemment évoqués et le fait qu'on est bien loin du milieu du chemin sur plein de choses, mais qu'il y a quand même des lignes qui ont bougé depuis 2012, et qu'il faut les connaître et les saisir ensemble pour avancer.

Je repars donc de la conclusion de mes collègues, parce que c'était aussi une de mes idées fortes, c'est qu'il faut bien avoir en tête qu'on est dans une situation qu'on appelle de verrouillage socio-technique sur toute la chaîne. C'est-à-dire qu'entre les semences, les négociants, les exploitants au milieu, tout le monde se tient par un système qui a été organisé avec des objectifs et des choix, et que dire « il faut que les exploitants agricoles changent leurs pratiques » tous seuls, alors qu'ils n'ont plus les semences, qu'ils n'ont pas les débouchés et qu'ils n'ont

pas le matériel, ça n'a aucune chance de succès. Or, c'est souvent un peu comme ça que c'est vu, par le petit bout de la lorgnette, quand on dit « on va faire changer », on met une pression sur les exploitants en leur disant « faut que vous changiez les gars ». Mais c'est sur le système entier, sur tous les maillons y compris l'enseignement et la recherche, qu'il y a un travail assez conséquent à faire; parce que la recherche par exemple a été aussi façonnée pour soutenir ce système productif depuis l'après-guerre.

Donc, pour vous dire que l'enjeu de la politique publique, qui encadre ce système et dont le travail a été de le normer et de l'encadrer depuis la fin de la guerre, c'est de déconstruire un peu ce qu'elle a construit sur l'ensemble des champs, ce qui est quand même assez énorme. En 2012, j'ai pris le bureau Stratégie Environnementale du Ministère en charge de l'agriculture quelques mois avant le changement de gouvernement, à un moment où le discours politique au sommet de l'État était plutôt « l'environnement ça suffit ». Le bureau Stratégie Environnementale au sein du ministère de l'Agriculture était très à l'écart des discussions stratégiques (et notamment celles sur les négociations de la nouvelle PAC) et un peu vu comme les « écolos » dont les avis compliquaient les prises de décisions.. C'était une position un peu compliquée parce que ce sont des gens tout à fait experts et passionnés des interactions agriculture-environnement mais qui étaient un peu vus, d'une part à l'intérieur du ministère en charge de l'agriculture comme la « porte d'entrée » vendue aux intérêts du ministère en charge de l'écologie, et, d'autre part, vus du ministère en charge de l'écologie comme les « vendus » aux intérêts de l'agriculture, vite et trop rapidement assimilés aux intérêts de la profession agricole, voire de son syndicat majoritaire la FNSEA. Etre ainsi au milieu et tenter de défendre néanmoins des positions expertes et argumentées est compliqué.

Ce qui se passe de façon très étonnante à l'arrivée de Stéphane Le Foll fin 2012 c'est – je pense que certains d'entre vous ont suivi d'assez près cette histoire – l'annonce du projet agro-écologique pour la France fin 2012. Stéphane Le Foll annonce ça très fortement en disant « maintenant ça suffit, notre système est dans l'impasse » et il le dit clairement, très fortement politiquement en disant « on va lancer un projet agro-écologique et l'objectif c'est la transition vers l'agro-écologie de l'agriculture ». Contrairement à ce que beaucoup de monde pense, à

ce moment là l'administration du ministère n'est pas associé et n'a pas préparé cette décision, et en interne contrairement à ce que beaucoup de collègues croient, mon bureau non plus n'est absolument pas associés à ça en amont. Alors que nous sommes censés être les « experts interne » du sujet, ça nous arrive vraiment comme un discours, une volonté politique, c'est-à-dire qu'on le découvre le 18 décembre en même temps que les journalistes. C'est donc déjà assez étonnant comme façon de faire. Et c'est par conséquent une détonation assez grande à l'intérieur de l'administration qui se dit « qu'est-ce qu'il dit le Ministre ? », « qu'est-ce que c'est l'agro-écologie ? » et puis « qu'est-ce qu'il veut ? ».

Je crois qu'il y a une réelle volonté politique. Mais après cette annonce politique, le coup d'après, le « comment on y va » n'était absolument pas fait ni déterminé. J'ai donc vécu comment un discours politique peut faire bouger les lignes. Résultat : à l'intérieur du ministère en charge de l'agriculture il y a un petit réseau de quelques collègues qui, par leur expérience professionnelle ou leur histoire personnelle, sont un peu en lien avec le terrain, avec des réseaux de développement local, etc, qui comprennent ce que c'est que l'agro-écologie et ce contexte de verrouillage socio-technique. Ils sont enthousiasmés mais saisissent que « la tâche est énorme ». Et puis il y a la très grande majorité des collègues fonctionnaires qui ne comprennent pas ce qu'on leur demande, qui veulent bien bosser mais qui ne savent pas ce que c'est que cette « agro-écologie », qui n'ont pas cette vision globale de la question, et qui depuis des années font ce qu'on leur demande c'est à dire des circulaires normatives en tuyaux d'orgue chacun sur son sujet.

Cela veut dire subitement demander à des gens qui font fonctionner la machine administrative d'accompagnement de ce système bloqué, en tuyaux d'orgue, qui bossent qui sur les semences, qui sur l'installation, qui sur les aides à la modernisation, etc, mais ne se parlent pas, n'ont donc pas véritablement d'approche systémique, font un accompagnement hyper normatif, de modifier leur façon d'accompagner en leur disant juste « les gars va falloir faire de l'agro-écologie ». Il y a eu la première phase où tout le monde se dit rapidement « oui et bien OK, je vais marquer « agro-écologie » dans ma circulaire et puis ça va aller

tout bien » . Il y a une seconde phase extrêmement passionnante où le petit réseau interne dont je faisais partie avec les collègues de mon bureau, essayait de mettre à profit et de susciter des réunions avec les collègues pour développer simplement l'idée « attendez les gars ce n'est pas si simple, on ne va pas faire comme ça, écrire agro-écologie dans nos textes ne suffira pas, c'est comment on change nos textes et nos façons de faire qu'il faut réfléchir ». Et puis en interne et en externe aussi, les savoirs et les expériences en agro-écologie ont été mis en avant, les discours et les idées ont commencé à percoler. Cela fait deux ans depuis fin 2012, alors maintenant ça comment à diffuser en interne, mais ça a été deux ans de chamboulements énormes et de « mais qu'est-ce que ça veut dire sur mon boulot de fonctionnaire du ministère en charge de l'agriculture ? », « qu'est-ce que ça veut dire sur les politiques que l'on porte ? » et puis « qu'est-ce qu'on fait ? ».

Voilà où on en est et ça va durer encore, parce que le projet agro-écologique, c'est quand même un chantier pour les 20 ans qui viennent. Stéphane Le Foll n'a jamais dit « je lance ça et dans deux ans c'est fini », et on a bien conscience que c'est un chantier qui est aussi gros que le chantier de l'après-guerre où on a fait un choix en disant « voilà on va spécialiser l'agriculture pour augmenter les rendements et diminuer les coûts à la consommation, et on va nourrir les français et l'Europe. » Le projet agro-écologique est une vraie transition, c'est pareil, c'est minimum 20-30 ans devant nous. Et donc, du coup, et bien il faut tout réapprendre et on est dans cette phase-là. Ça veut dire réapprendre les concepts, se réapproprier ce que les intervenants avant moi ont dit, savoir du coup qu'est-ce que ça veut dire une politique publique qui accompagne ça, c'est à dire une politique publique qui n'est plus normative, mais qui justement repart de l'accompagnement, de l'adaptation au terrain, et non pas du top-down venu de Paris qui dit « vous allez désherber comme ça » et « si vous le faites comme je vous dis je vous paye », c'est quand même quelque chose d'assez énorme. Et il a fallu faire cet apprentissage interne en même temps qu'on était sommés d'écrire les nouveaux textes. Du coup la seule façon de le faire, ça a été – on revient sur la question de la démocratie- dans les groupes de travail nationaux, et régionaux, d'essayer d'ouvrir les fenêtres, d'essayer de refaire du réseau avec une diversité d'acteurs de terrain et de se demander comment l'administration pouvait intégrer

les propositions du terrain et comment ça remettait en cause sa façon de faire. Et ça c'est extrêmement nouveau dans la façon de travailler de l'administration. Ça a marché très bien sur certains dossiers, moins bien sur d'autres, ça dépend de plein de choses, ça dépend de la personne qui était chargée du dossier – si elle était consciente ou pas des enjeux et de la nécessité de co-construire ou pas – et puis ça a dépendu des gens qui ont bien voulu répondre aux invitations aux réunions. C'est à dire que, plus on avait de réseaux tels que vous dans la salle aux réunions, plus on a réussi à faire bouger les lignes, si on n'avait personne en face, et bien forcément c'était plus difficile.

Les choses qui ont bougé : il y a quand même clairement dans le discours politique – et pour le coup il n'a pas varié et il est très porteur – un nouveau paradigme qui est « il faut qu'on fasse la transition agro-écologique de l'agriculture », c'est quand même assez nouveau. On a réussi à graver cela dans certains textes importants du type de la dernière loi d'avenir agricole de 2014, dans laquelle il y a quand même des choses extrêmement fondatrices. Après ça va être comment on passe du texte à la mise en œuvre, mais si on n'avait pas le texte on aurait un peu plus de mal. Il y a quand même dans la loi d'avenir, le titre 1 préliminaire, qui dit que « les politiques publiques visent à promouvoir et à pérenniser les systèmes de production agro-écologiques, dont le mode de production biologique », c'est donc l'entête de la loi d'avenir. Dans la partie sur la politique d'installation, il est écrit que son objectif ce n'est plus l'agrandissement c'est de garder la diversité de l'agriculture sur le territoire et de préserver les modes qui sont le plus pourvoyeurs de main d'œuvre. Ça ce sont, parmi d'autres, des orientations importantes qui sont écrites dans la loi.

Dans les objectifs des SAFER et de contrôle des structures il est écrit que les critères de choix pour la préemption et la redistribution des terres sont les systèmes de production agro-écologiques, l'emploi et la diversité des productions sur le territoire. Il y a eu aussi un gros chantier sur l'enseignement agricole, où on a dit qu'il fallait arrêter d'enseigner que pour faire du blé il faut juste mettre X kilos d'azote toutes les X semaines en considérant le sol comme un substrat inerte, et qu'on allait essayer de ré-enseigner ce qu'est un sol vivant, etc. Il a été demandé à toutes les exploitations agricoles des lycées de bien vouloir faire leur

transition agro-écologique. Bon j'en passe, on a eu des discussions un peu compliquées des fois avec l'APCA, les chambres d'agriculture, un des acteurs important dont les modes de faire étaient aussi remis en question.

Tout ça ce sont des gouttes d'eau et des petits pas, et effectivement à ce stade encore des déclarations d'intentions, mais qui sont des avancées énormes par rapport à ce que l'on pouvait imaginer il y a 5 ans. On a revu les contrats d'objectifs avec les Chambres d'agriculture pour dire en substance « les gars si vous voulez qu'on continue à vous financer, il faudra intégrer l'objectif de transition agro-écologique... ». Déjà, on a essayé de redistribuer un petit peu, un tout petit peu, c'est un tout début, les fonds entre les différents réseaux sur le terrain, et pour tous il est marqué que l'objectif c'est l'agro-écologie. Donc, quelque part, ça a mis un peu le bazar dans tout le fonctionnement de tous les acteurs – y compris avec l'INRA qui nous explique que ça fait 30 ans qu'elle fait de l'agro-écologie, bon on est pas dupes, personne dans les institutions publiques officielles ne fait de l'agro-écologie depuis 30 ans – et on en est là.

Moi, ce que je vois en conclusion, c'est qu'il y a quand même des choses qui ont été un peu bousculées, dans les discours et dans certaines conventions fondatrices, dans certains textes fondateurs. Il y a des instances qui se sont ouvertes à la co-construction de certains textes. Il y a une reconfiguration des jeux d'acteurs très claire au niveau national et dans les groupes de travail, il n'est plus pensable de faire des groupes de travail où l'on réfléchit à un projet de loi ou un projet de décret et où l'on n'invite pas tous les syndicats, les différents réseaux organisés comme les CIVAM, etc. C'était impensable il y a 4 ans. Il y a 4 ans, on avait au contraire des mails qui nous demandaient expressément de ne pas travailler avec certains acteurs portant cette vision alternative. Donc il y a quand même eu des changements sur cet aspect de co-construction, il y a un déplacement du discours sur ce qu'est le métier d'agriculteur, et ce discours sur le dé-verrouillage socio-technique, sur le fait que le bon agriculteur c'est celui qui regagne de l'autonomie, qui réfléchit à la triple performance de son exploitation et pas celui qui fait le plus de quintaux avec une recette chimique, voilà ça c'est en train de se déplacer assez largement. Et puis il y a un point extrêmement important c'est qu'il y a eu un changement très fort de gouvernance, que tous les

fonds de la politique de développement rural européenne ont été confiés aux régions avec le troisième acte de décentralisation. Du coup, dans le jeu d'acteurs de politiques publiques avec lesquels il faut jouer très fortement pour co-construire les choses, beaucoup sont au niveau régional.

Mon message c'est qu'on n'est pas au bout de nos peines, que c'est un chantier énorme, mais qu'il y a quand même des pas qui ont été faits, y compris en interne à l'administration, avec des gens qui ont une certaine latitude – y compris indépendamment des positions politiques du ministre qui peuvent se tendre avec certains acteurs à certains moments en fonction de l'actualité. Entre les positions de compromis politique du ministre qui se font à un moment donné et les groupes de travail qui se font pour écrire les textes, c'est quand même deux mondes différents, et dans les groupes de travail on peut y aller ensemble à plus long terme.

Du coup je rejoins l'idée que tout ce qui est en train de se jouer c'est : plus d'approche systémique, moins de normatif, et puis tous les chantiers à la fois parce que tous les chantiers sont liés.





## *Qu'entendons nous par transition écologique de l'agriculture ?*

*Laurent Levard, co-responsable de la commission agriculture du Parti de Gauche*

Nous entendons par transition écologique de l'agriculture une **transition de moyen terme**, disons en une décennie, vers une **agriculture écologique** qui réponde aux impasses et dégâts du modèle agricole actuel. Il s'agit donc de généraliser une agriculture :

- dont l'impact sur le **réchauffement climatique** soit drastiquement réduit, et notamment celui lié à la production de dioxyde d'azote à partir des engrais azotés de synthèse (56% de la contribution de l'agriculture française au changement climatique)
- qui ne contamine plus l'environnement,
- qui contribue à restaurer le potentiel des sols cultivés et la biodiversité,
- qui ne présente plus de risque pour la santé humaine, et notamment les travailleurs de l'agriculture,
- qui soit sobre en énergie et qui diminue drastiquement l'utilisation de ressources non renouvelables (énergie fossile, phosphate et potassium, eau d'irrigation).

**Dans le même temps**, cette agriculture écologique que nous souhaitons doit être mesure de répondre aux besoins alimentaires de la population, de fournir des produits de qualité pour tous, d'offrir des opportunités d'emploi, de contribuer à l'existence de campagnes vivantes, à l'entretien de territoires et de paysages au bénéfice de tous. Enfin cette agriculture ne doit pas générer d'impacts négatifs sur l'ensemble des autres agricultures du monde, que ce soit à travers du dumping sur le marché mondial ou via les processus d'accaparement de terres.



L'agriculture écologique que nous prôtons correspond fondamentalement aux principes de l'agriculture biologique et de l'agro-écologie. Sans rentrer dans le détail des définitions de ces concepts, des différences entre eux et des débats existant à ce propos, il nous semble fondamental de mettre en avant **quatre principes fondamentaux relatifs à la production agricole elle-même** :

Le **premier principe** est de mettre fin à l'utilisation d'engrais azotés et à l'importation d'aliments protéiques pour les animaux. Il s'agit de les substituer par des produits issus de la **relocalisation sur tout le territoire de la fabrication de protéines**, c'est-à-dire la captation de l'azote atmosphérique par les plantes légumineuses, comme le pois, la féverole, le soja, la luzerne, le trèfle, etc. Cette utilisation de l'azote atmosphérique (qui, rappelons-le, est disponible gratuitement en quantité illimitée) doit permettre tout à la fois d'enrichir les sols en azote (et donc d'éviter l'apport d'engrais azotés) et de produire des protéines végétales pour les animaux (nous l'appelons autonomie protéique) plutôt que d'importer du soja d'Amérique latine, où sa production contribue notamment à la déforestation de l'Amazonie.

Le **second principe** est celui de la **diversification des activités agricoles au sein des exploitations et dans chaque région agricole**. C'est donc un processus de déspecialisation et déconcentration régionale de la production agricole. Il s'agit d'abord de réintégrer les activités d'agriculture et d'élevage dans les différents territoires. En effet, cette réintégration est à la base de l'autonomie protéique dont nous venons de parler, elle permet plus généralement une autonomie fourragère qui évite de transporter des aliments sur des milliers de kilomètres et elle permet l'utilisation des déjections d'élevage (fumier et lisier) pour fertiliser les cultures et éviter le recours aux engrais chimiques. De plus, cette réintégration agriculture-élevage est la condition d'une désindustrialisation des activités d'élevage, modèle de production de produits de bas de gamme bourrés d'antibiotiques et contribuant à contaminer l'environnement. La diversification de la production implique également de mettre fin à la monoculture et rétablir des rotations culturales, indispensables non seulement pour réintégrer des légumineuses dans les rotations mais aussi pour rompre le cycle des mauvaises herbes et

des parasites et se passer ainsi des herbicides et pesticides. La diversification signifie aussi l'utilisation et l'expérimentation d'une multitude de variétés végétales adaptées aux différents terroirs et donc l'absence de confiscation des semences par les multinationales par le biais de la brevetabilité du vivant.

Le **troisième principe** est celui **du non recours aux herbicides et pesticides chimiques** grâce à l'utilisation de l'ensemble des potentialités qu'offrent les écosystèmes cultivés et leur biodiversité : insectes auxiliaires, associations et rotations de cultures, haies et arbres, etc.

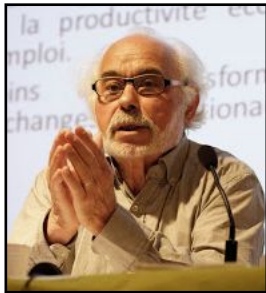
En fin de compte, notre projet est la **généralisation à moyen terme des principes de l'agriculture biologique et de l'agro-écologie**, que ce soit à travers l'accroissement des surfaces en agriculture bio et par une évolution significative des pratiques des agriculteurs dit conventionnels qui permettra, le moment venu, une transition facilitée vers l'agriculture biologique. Comprendons bien que cela implique des changements majeurs en termes d'orientation productive de certaines régions agricoles, d'organisation des filières et de création de nouvelles filières et activités de transformation.

A ces aspects plus techniques de la transition écologique, il convient d'ajouter trois éléments importants :

- d'une part, la **relocalisation des systèmes alimentaires** au moyen de circuits courts de proximité permettant notamment de réduire les dépenses d'énergie liées aux transports,
- d'autre part, une **limitation drastique des gâchis et pertes** à différents niveaux de la chaîne alimentaire,
- enfin, une nécessaire **évolution des modes de consommation**, impliquant une plus grande saisonnalité en fonction des calendriers de production locaux, ainsi qu'une moindre consommation moyenne de produits animaux (et notamment ceux issus des ruminants) compensée par un accès à des produits de qualités pour tous, mais aussi par une plus grande consommation humaine de protéines végétales.

Je terminerai cette présentation par **deux remarques**. **Tout d'abord** l'agriculture écologique que nous prônons est une agriculture **plus riche en emplois**. Pour qu'elle soit viable à large échelle, cela implique que la **rémunération du travail agricole** qu'elle offre soit suffisante et attractive pour de nouveaux agriculteurs. Cela pose donc la question des **aides de la PAC** qui doivent être totalement revues pour à la fois soutenir l'emploi, les revenus et la transition écologique de l'agriculture plutôt que de constituer bien souvent des rentes au profit des plus riches. Mais le problème posé est également celui des **prix agricoles**. Cette agriculture écologique est incompatible avec la course effrénée à la compétitivité-prix des matières premières agricoles française (céréales, lait en poudre, poulets) sur le marché mondial que promeuvent la FNSEA et le gouvernement actuel. D'ailleurs, le modèle agricole qui répond à cette course, celui de l'industrialisation de l'agriculture, est techniquement à l'opposé de celui de l'agriculture écologique.

Ma **deuxième remarque** de conclusion est l'importance centrale de **l'accès au foncier**. Parce que l'agriculture écologique que nous prônons est une agriculture riche en emplois et parce qu'il est illusoire qu'elle puisse être mise en œuvre dans des grandes exploitations capitalistes à salariés, elle implique nécessairement de mettre fin et d'inverser le processus de concentration de la production dans un nombre de plus en plus réduits d'exploitations. Notre projet d'agriculture écologique est également un projet de fermes paysannes créatrices d'emplois et de dimension limitée. Dans certaines régions, la transition écologique de l'agriculture est aussi vers une transition vers de nouvelles structures agraires.



## ***Qu'entendons-nous par transition écologique de l'agriculture ?***

***Michel Buisson, agroéconomiste et membre d'Ensemble !***

J'interviens au titre d'Ensemble, après une discussion interne insuffisamment aboutie puisque Ensemble est récent et qu'il regroupe différentes organisations politiques. Je viens des Alternatifs où cette question a été pas mal travaillée depuis plusieurs années. J'interviens à partir de deux approches, en tant qu'agroéconomiste, ayant travaillé cette question dans mes activités professionnelles et en tant que militant d'Ensemble !

Sur ces bases, je vais développer trois points : en premier c'est quoi la transition ? En deuxième, quel est le rapport de force actuel et comment le faire évoluer ? En troisième, c'est pour quel type d'agriculture ? Ainsi, tout en étant d'accord avec ce qu'a dit Laurent sur les changements nécessaires, je vais me situer un peu en amont, c'est-à-dire aborder les conditions globales du changement de ce rapport de force qui détermine l'agriculture et les axes de ce changement. Cela implique une approche en termes de transition, plus complexe que celle que propose Laurent, mais complémentaire.

Le changement du système productif agricole implique une période de rupture qu'on peut appeler transition, sur une certaine période. L'écologisation de l'agriculture telle qu'on la souhaite ne nous paraît pas possible sans cette période de transition qui doit permettre d'affaiblir le système en place tout en construisant des alternatives efficaces et mobilisatrices. C'est-à-dire que cette période de transition est vraiment à construire du point de vue du contenu et du point de vue de la mobilisation idéologique, organisationnelle, etc. Pour introduire des transformations significatives au plan économique, pour construire une autre logique économique, il faut aller au-delà de ce qui se passe actuellement dans la tête des courants alternatifs et dans les propositions disponibles. J'y reviendrai. La réalisation d'une nouvelle forme de production et d'échange –car on ne va pas

changer toute l'agriculture et tout l'agro-alimentaire d'un seul coup- nécessite de mettre progressivement en place de nouvelles alternatives à ce système, proposant des éléments de changement et permettant la mobilisation sociale.

Ces changements ne se feront pas sans mobilisation politique et sociale, sans mouvement pour faire évoluer le rapport de force de façon significative. C'est dire que nous ne sommes pas encore dans la transition même s'il y a des choses qui ont bougé, qui bougent depuis longtemps. Cette transition doit déboucher sur la conversion écologique pour atteindre ce que disait Laurent au départ c'est-à-dire une agriculture complètement différente du point de vue économique, du point de vue environnemental et du point de vue social. Cette transition implique un processus, bien au-delà d'une série de décisions concrètes, processus technique, économique, institutionnel et social pour aller progressivement d'une agriculture productiviste insérée et dominée dans le système capitaliste vers une agriculture écologique et sociale inscrite dans un autre modèle de développement. La transition agricole ne se fera de façon isolée; elle ne peut se faire que dans un processus global de transition.

En deuxième point, je veux insister sur la nécessité de bien évaluer le rapport de force pour le faire évoluer en vue de mettre en place une autre agriculture : en simplifiant on peut considérer que le système productif agricole est déterminé actuellement par trois forces : i) les politiques globales et agricoles avec la PAC et beaucoup d'autres choses (règles internationales ...) ; ii) les producteurs agricoles qui sont eux-mêmes des opérateurs de l'évolution de l'agriculture mais dans des positions très différentes voire antagoniques, certains favorables et actifs dans cette mutation, d'autres victimes et d'autres en situation intermédiaire ; iii) l'amont et l'aval, force principale avec un ensemble de grands groupes capitalistes. Chacune de ces trois forces, déterminantes du système productif, doivent évoluer de façon convergente dans la transition. La question de la diversité des producteurs doit elle-même être précisée et prise en compte, même si d'un certain point de vue tous ou presque sont victimes du modèle dominant. Les producteurs agricoles sont divers, pas seulement parce que certains produisent du blé et d'autres du lait ce qui induit déjà des différences dans le passage à une agriculture écologique. On peut schématiquement

distinguer trois catégories en évolution rapide dans leurs caractéristiques propres et dans leurs rapports entre elles dans le processus d'évolution de l'agriculture sous l'action au système dominant : d'un côté, des producteurs, majoritairement sur des exploitations importantes, y compris avec salariés, développent des pratiques et des stratégies productivistes en cohérence avec leurs liens techniques, économiques et idéologiques avec les entreprises d'amont et d'aval ; de l'autre, des producteurs capables de maintenir leur autonomie et des pratiques satisfaisantes notamment dans le cadre syndical et de l'agriculture paysanne et ou de l'AB ; la troisième catégorie, plus composite, comporte des producteurs aux pratiques et aux résultats économiques variés, les uns obligés de s'arrêter, les autres poussés au productivisme. Dans ce cadre, Il ne suffit pas de dénoncer les gros producteurs céréaliers parce qu'ils touchent trop de primes et d'aider ceux qui ont de bonnes pratiques, ni de favoriser la multiplication de celles-ci. Dans une politique de transition, il faut à la fois traiter chaque groupe de façon appropriée : contraindre les premier à évoluer, consolider le deuxième et favoriser la mutation écologique du troisième, tout en modifiant sensiblement le rôle et les stratégies des firmes actuellement dominantes. Sans ces différents changements, eux-mêmes difficiles, les pratiques alternatives, bien que fréquentes, garderont un faible poids car, dans le contexte agricole mondial, national et local, c'est l'agro-capitalisme qui gagne.

Cette prise en compte de la complexité du rapport de force autour de l'agriculture et en elle-même, doit faciliter la modification des pratiques et des logiques économiques, qui tout en étant en relation étroite soulèvent des difficultés particulières : changer de techniques - mettre moins d'engrais, changer ses semences, etc.-, c'est relativement « facile », mais changer de système l'est beaucoup moins. C'est ce que montre notamment le faible développement des systèmes bovins "autonomes et économes" plus performants sur tous les plans hors la productivité physique (volume produit par unité de travail ou de terre), alors que les systèmes productivistes, moins intéressants, se développent rapidement. Par exemple, repasser à des systèmes laitiers de taille modérée, plus mixtes, se rapprochant de l'agroécologie avec une grande place donnée au pâturage ... à partir des troupeaux de plus de 100 à 200 vaches (il n'y pas que la "ferme des mille vaches" qui pose problème) sera très difficile. A l'échelle de

chaque exploitation et des différentes catégories de production et de producteurs, la mutation écologique relève d'un processus souvent complexe qui implique un changement de logique économique.

En effet, le modèle de transition qui doit permettre ça, que l'on doit construire ensemble et avec le mouvement social, comporte le passage de la logique productiviste capitaliste à une autre logique. Il faut bien avoir en tête que la logique actuelle, le productivisme, pousse les agriculteurs à développer la productivité physique, la quantité produite par travailleur et par hectare, car c'est la façon de maximiser les volumes des achats à l'amont et de maximiser le volume des ventes, donc les profits. Cela, je le trouve rarement analysé comme tel, alors que c'est la force exercée par le modèle dominant sur l'agriculture. Donc, il faut passer de cette logique économique capitaliste et productiviste à une logique de plus en plus écologique et sociale avec un maximum de productivité économique, c'est-à-dire de valeur ajoutée, en montant et en pourcentage, un faible recours au capital et aux produits d'origine industrielle, permettant l'accroissement de l'emploi, la réduction des pollutions, etc. Il faudra également moins de transformation industrielle, moins d'emballages, moins d'échanges internationaux et de transports. Modifier les logiques, c'est prendre en compte les trois groupes de producteurs et imposer des changements importants à l'amont et à l'aval, ce qui passe y compris par des formes socialisées de production, des formes de productions nouvelles, relocalisées, alternatives, etc.

Comment ? On en discutera cet après-midi. Mais, pour réussir la transition, il faut d'abord la préparer et l'engager, la réussir avec des politiques de transition et un mouvement social.



*Le temps de midi...*







## ***Synthèse des interventions et débats de la matinée***

***Laurent Levard, co-responsable de la commission agriculture du Parti de Gauche***

Lors de la matinée, ont été évoquées les conséquences écologiques du modèle agricole dominant actuel, modèle pour lequel plusieurs termes ont été utilisés, par exemple agriculture productiviste, agriculture issue de la révolution verte, etc. Conséquences en termes de contamination de l'environnement, de contribution au réchauffement climatique, de baisse de la biodiversité, de consommation de ressources non renouvelables. Et, à côté de ces impacts écologiques, ont été abordés celles relatives aux impacts sociaux, en termes de rémunération du travail, de conditions de travail et de vie des travailleurs de l'agriculture, d'emplois pour l'ensemble de la société, et aussi de santé humaine, à la fois pour les travailleurs de l'agriculture et pour l'ensemble des consommateurs.

Il s'agit bien d'un modèle d'agriculture et non de l'agriculture en soit. Il existe différents types de modèle d'agriculture et celui-ci est un modèle bien particulier basé sur la sélection d'une quantité réduite de variétés végétales, d'espèces et de races animales standardisées, avec une artificialisation du milieu et une chimisation qui vise à adapter chaque milieu à ces variétés, espèces et races standardisées . C'est donc bien une construction historique, résultat notamment d'un ensemble de choix politiques et de dispositifs institutionnels. Mais, il existe bien d'autres types d'agriculture.

Il existe ainsi à travers le monde, mais aussi en France, avec 20 ou 30 ans de recul historique sur l'agriculture biologique, d'autres façons de faire, des savoir-faire qui peuvent être valorisés dans le cadre d'une transition écologique de l'agriculture

Qu'est ce que nous entendons par transition de l'agriculture ? : relocalisation de la fabrication de protéine à partir de l'azote atmosphérique, diversification des activités agricoles et déconcentration et déspecialisation régionale, transition

vers un modèle évitant le recours aux pesticides et herbicides chimiques, relocalisation du système alimentaire. Concernant ce dernier, des points de vue qui peuvent être différents ont été exprimés. D'un côté, il faut sans doute viser un système alimentaire où il y ait une certaine baisse de la consommation de produits animaux, qui est aujourd'hui largement supérieure aux nécessités physiologiques. De l'autre, le fait que s'il y a une modification des systèmes d'élevage, et notamment développement de systèmes herbagers et un traitement des fumiers et des lisiers, on peut très bien avoir des systèmes d'élevage qui soient compatibles avec la lutte contre le changement climatique.

La transition ne sera pas la même selon le type d'agriculteurs, avec certains sont déjà engagés dans la transition écologique, d'autres peuvent être encouragés à le faire et certains, très liés au système agro-industriel dominant qu'il faudra davantage contraindre.

Au delà de ces changements plus techniques et liés à la production agricole elle-même, c'est l'ensemble du système qui doit évoluer.

L'amont et l'aval de la production, une question centrale est la question des semences. Il a été souligné l'importance de la variabilité des semences traditionnelles, élément clé pour construire une agriculture adaptée à différents types de milieu. Ceci implique de remettre en cause la question de la brevetabilité du vivant.

Le changement de l'ensemble du système implique aussi des changements drastiques en amont et en aval de la production, au niveau de l'enseignement agricole, de la recherche agronomique et des services d'accompagnement de l'agriculture. Finalement il a été souligné que cette transition écologique de l'agriculture était un processus à la fois technique, économique et institutionnel, avec des évolutions nécessaires en termes d'aménagement du territoire, de services publics sur les territoires et de fiscalité. Aujourd'hui, on a une fiscalité agricole qui revient à subventionner des investissements lourds en capital au détriment du travail.

Cette agriculture écologique est une agriculture plus riche en emploi, du fait des implications en termes techniques. Et donc se pose forcément la question de comment faire pour rendre attractive l'activité d'agriculteur. Cela pose à la fois la question de la revalorisation du statut et de comment permettre aux agriculteurs un mode de vie qui correspond aux aspirations de vie du XXIème siècle. Cela pose la question des aides de la PAC et de la rémunération du travail agricole qui doit être d'un niveau suffisant. Ça pose donc la question des prix agricoles et alimentaires dans la société et du poids du revenu agricole dans le revenu national. Cela implique aussi des mécanismes de protection face à des importations à bas prix, avec une reconnaissance du principe de souveraineté alimentaire, qui s'applique aussi à l'ensemble des pays du Sud.

La question du foncier est aussi un élément clé sur lequel on reviendra sans doute.

Un autre point qui sera abordé dans l'après-midi, c'est le contexte global de la transition écologique et la nécessité d'un mouvement social porteur.

Pour terminer, on a eu des interventions intéressantes sur les évolutions récentes. On voit que les choses ne sont pas statiques, c'est-à-dire que, du moins en termes de discours, et donc de bataille idéologique sur la question du modèle agricole, il y a des évolutions depuis une dizaine d'années, notamment au sein de l'INRA. Il y a cette orientation politique prise sur l'agro-écologie. Mais a également été souligné le fossé entre cette évolution du discours au niveau du Ministère de l'agriculture et de certaines politiques, dont il faut reconnaître l'existence, et le fait que la dynamique fondamentale continue à être la même. Avec notamment une concentration de la production, et même une nouvelle phase qui est celle de l'industrialisation de la production, modèle qui est défendu par le gouvernement actuel.

En conclusion, la transition agroécologique de l'agriculture n'est pas gagnée, tout dépendra des rapports de force dans la société, de l'existence de mouvements sociaux. Il faudra aussi réfléchir à ces rapports de force politiques, et donc aux conditions politiques pour favoriser un changement aussi drastique.

## Deuxième partie - Les alternatives qui ouvrent la voie d'une transition écologique, les politiques qu'ils conviendrait de mettre en œuvre



### *L'alternative de l'agriculture biologique dans la Drôme*

*Josette Fournié, Paysanne, porte parole du Groupement d'Agriculture Biologique de la Drôme*

Je suis fille de paysan et de petit paysan du Sud Ouest, avec une ferme de 10 hectares de mon grand père dont j'ai vu l'évolution depuis l'âge de 10 ans. Aujourd'hui elle fait 250 ha et il n'y a plus que 5 paysans dans mon village il y en avait 50 avant. Il n'y a plus une terre où il y a un brin d'humus. Ça a quand même orienté ma vie. Mon père a réussi à faire supprimer les vaches à mon grand père, des vaches magnifiques, des Salers avec de belles cornes, et il a peuplé la ferme de 40 à 50 Holstein à qui on a coupé les cornes tout de suite. Je vous passe la suite, vous la connaissez : engrais chimiques et pesticides. Mon père est mort d'un cancer, celui dont les paysans meurent souvent. J'ai fait des études d'ingénieur qui me prédisposaient à suivre le même chemin, mais j'ai tout de suite été dissidente. Je ne sais pas pourquoi. J'ai bien compris que tout cela allait dans le mur. Il m'a fallu travailler pendant un an à la Commission des Communautés européennes pour me persuader que la seule voie pour moi c'était d'être paysanne. C'est ce que j'ai fait avec quelques petits détours.

Une chose qui m'était chère, on en a parlé toute à l'heure, c'est la question du foncier. Car cette question est principale dans la question de l'installation et dans l'avenir de l'agriculture. La terre, c'est comme notre corps, ce n'est pas une marchandise. On ne la refait pas la terre, c'est comme notre corps. On a inauguré avec d'autres dans les années 80 des groupements fonciers agricoles qui sont allés vers ce qu'on connaît aujourd'hui avec Terre de Liens. La terre ne nous appartenait pas et elle doit être rendue plus fertile à chaque génération

d'agriculteurs, et aujourd'hui c'est ma fille qui cultive cette terre qui ne lui appartient pas et qui ne lui appartiendra jamais.

Nous étions dans un secteur de la Drôme où beaucoup de gens partaient parce que c'est une région de montagne pauvre. Il y avait donc de la place et des agriculteurs qui voulaient tous faire de l'agriculture biologique se sont installés. A cette époque là, c'était pas très très bien vu mais comme beaucoup se sont installés dans cette optique, beaucoup de choses se sont mises en place autour de cette agriculture : la vente, les circuits courts, l'organisation de foires, de réseaux. On a été à l'origine de la création des Biocoop. On a travaillé sur la question de l'ajustement entre l'offre et la demande de produits alimentaires par un petit système avec un peu d'argent : ceux qui vendaient en septembre ils avaient l'argent tout de suite, ceux qui vendaient en mai ils n'avaient pas l'argent tout de suite. Donc on avait un petit système de banque. Et surtout un système de planification sur un canton : c'était un début de quelque chose qui pourrait être développé. Nous avons travaillé sur la formation des prix qui en agriculture biologique n'était pas connue, il fallait l'inventer. On était très minoritaires à être d'origine du milieu agricole. Beaucoup de gens venaient d'autres milieux intello pas intello, on avait beaucoup de formations sur ce qui nous manquait. On a organisé des formations : médecine vétérinaire, homéopathie, phytothérapie. On a trouvé quelques vétérinaires homéopathes avec qui on a construit des formations. On a aussi fait des formations sur l'agronomie, car ce que nous avions appris ne nous allait pas. On a fait venir des gens qui étaient dans le milieu de la recherche un peu dissidents pour nous faire des formations. On a essayé de travailler avec les organismes officiels, INRA, ITCF, ça, ce n'était pas facile du tout. Mais ils ont vu les résultats, des champs de blé qui étaient jolis. On n'était pas complètement marginaux. Ils sont venus nous voir : on n'a pas eu beaucoup de succès mais quand même un peu. On les faisait monter sur les montagnes pour voir les champs de blé sans pesticides. C'était intéressant. Petit à petit, des collaborations se sont mises en place.

Le monde paysan à côté était plutôt critique, voire moqueur. Sauf que, dans le coin, on a fait pression et on était assez nombreux. On n'était pas sectaires et les gens pouvaient venir comme ils voulaient dans notre CETA (Centre d'Etude

Technique Agricole). Donc, des gens qui travaillaient dans une forme tout à fait conventionnelle sont venus avec nous. Cela fait sens de faire quelque chose ensemble et on était tous acteurs de ce territoire. Du coup, les moqueries, les critiques se sont un peu atténuées. Un peu. Mais on a ressenti le besoin de se regrouper avec d'autres régions, avec d'autres régions du Diois et de la Drôme où le même phénomène se développait. On a donc créé le groupement d'agriculture biologique *AgriBioDrôme* il y a 30 ans. Comme des choses tout à fait similaires se sont passées dans d'autres endroits de France, il a été créé la Fédération Nationale de l'Agriculture Biologique, notre ancien président est ici.

Aujourd'hui, les fonctions d'*AgriBioDrôme* ont évolué : 30 ans après, on nous demande des choses qu'on ne nous demandait pas hier. Hier c'était pour être reconnus, pour se faire financer des actions de formation, de vulgarisation. Aujourd'hui c'est la société qui nous demande des choses. On a 8 salariés, l'un d'eux se consacre entièrement à *Bio et Eau* qui étudie les effets de l'agriculture conventionnelle sur l'eau. C'est financé par l'Agence de l'Eau. On nous demande de faire des diagnostics et de convaincre les gens qu'il faut qu'ils se convertissent à l'agriculture biologique. Le syndicat majoritaire, que vous connaissez tous et qui est une spécificité européenne -on a de la chance avec eux on est au moins unique !-, il n'est pas toujours favorable à ces opérations, mais elles nous sont demandées et financées. C'est notre rôle d'aider à ce que les gens comprennent que la qualité de l'eau, ça ne va pas du tout. On a eu un diagnostic sur la plaine de Marsanne, là où il y a beaucoup de céréales et d'oléagineux et beaucoup de semences. On a trouvé plusieurs molécules interdites dans l'eau potable et de nombreuses molécules toxiques. Dans ce Comité de Bassin il y avait 40 personnes et la seule personne qui a dit que ce n'était pas grave était de la Chambre d'Agriculture...

On est aussi partenaire de *Manger Bio en Restauration Collective*. On a même traité avec Sodexo qui se met à la bio. On est aussi partenaire de *Familles à Alimentation Positive* financé par le Conseil Régional nommé aussi *Manger Bio sans se ruiner* pour que des familles de niveau financier très bas puissent se nourrir correctement : visite chez des agriculteurs, visites de magasins de producteurs, cours de cuisine...

Aujourd'hui on nous cire les chaussures, on nous encense, on dit des choses très très bien, l'agroécologie du ministre mais on a aussi un rôle de défense. Il y a des choses que la législation nous impose et avec lesquelles on n'est pas d'accord : obligation de vaccins, de puçage électronique à laquelle certains paysans sont formellement opposés dont moi, interdiction d'utiliser certaines plantes en médecine vétérinaire. Nous prenons contact avec notre cher ministre. Nous avons aussi des divergences avec l'évolution du cahier des charges. La conversion à l'agriculture biologique, bravo !, mais il faut savoir comment. Si l'évolution du cahier des charges c'est pour avoir des fermes énormes avec des élevages énormes c'est pas la peine. Il faut réfléchir à tout ça.

Il faut qu'on réfléchisse tous ensemble à ce que c'est que le métier de paysan. je ne suis pas sûre que l'agriculture relève vraiment du monde économique quand sa fonction est de nourrir les humains et de soigner la fertilité de la terre dont dépend sa fonction nourricière



***Les possibilités d'action des Régions : Corinne Morel-Darleux, conseillère régionale Parti de Gauche en Rhône- Alpes***

C'est très bien que Josette ait pu introduire cette session car tout ce qui se fait au niveau politique et institutionnel doit prendre appui sur ce qui se fait sur le terrain. C'est à partir de ce lien, de ce va-et-vient avec les acteurs et praticiens, que l'on peut essayer de mettre en place des politiques un peu intelligentes. De plus, en région Rhône Alpes, au vu des questions de santé et d'environnement qu'elles soulèvent, les thématiques agriculture et développement rural pourraient en effet être davantage intégrés à la délégation santé-environnement et non envisagées du seul point de vue économique.

Je vais vous parler d'un point de vue politique en tant qu'élue régionale puisque je ne suis ni technicienne, ni écologue, ni agronome, ni paysanne. Par contre, je siège à la Commission Agriculture et Développement Rural de la Région Rhône

Alpes et j'habite dans la Drôme, dans le Diois, où l'agriculture biologique est quelque chose d'évident. Manger bio c'est le quotidien chez nous, on a bien conscience d'être des privilégiés par rapport à ça mais du coup ça nous donne une sensibilité un peu différente.

L'importance d'avoir une vision systémique des politiques agricoles a été beaucoup évoquée ce matin. Quand on parle d'agriculture on parle d'alimentation, c'est la chose à laquelle les gens pensent le plus fréquemment, mais on parle aussi de santé, d'emplois, de développement rural et d'aménagement du territoire, de climat et d'environnement. Par rapport à ces grands services éco-systémiques en quelque sorte qui sont rendus par l'agriculture, il y a un certain nombre de leviers que l'on peut actionner au niveau de la Région pour aller vers ce qu'on a développé ce matin, la transition vers une agriculture écologique. Pour que ça fonctionne, il faut avoir cette vision systémique et il ne faut pas non plus saucissonner les politiques vis-à-vis de différents types d'écosystèmes. Cela a été dit ce matin, mais je voudrais redire l'importance de lier les questions agricoles à celles de la forêt ou des rivières. On a aussi une responsabilité dans la gestion des eaux. Il ne faut pas oublier les problématiques liées à la montagne. En Rhône Alpes, c'est plus de 67% du territoire qui est situé en montagne ou en haute montagne. Cela a des conséquences directes sur les politiques régionales en matière de développement rural au sens plus large, avec le pastoralisme et la fameuse question du loup.

La deuxième condition pour avoir des politiques cohérentes, c'est de ne pas dissocier la production du reste de la filière amont et aval. Je vais prendre quelques exemples qui sont du ressort des compétences des conseils régionaux.

D'abord, l'enseignement professionnel à travers les lycées agricoles mais aussi les CFPPA auxquels la région a la possibilité d'apporter un certain nombre d'aides, les lycées ressortent directement des compétences régionales.

Puis, la question de l'installation et de la transmission. Aujourd'hui en Rhône Alpes les politiques d'installation/transmission ont été entièrement déléguées aux Chambres d'Agriculture qui sont dans notre région totalement aux mains de



la FNSEA. Des témoignages très préoccupants nous remontent. Intimidation, chantage à la prise de carte syndicale pour bénéficier d'un certain nombre d'aides. Ce n'est pas le cas partout, notamment dans le Puy de Dôme en Auvergne puisqu'on va fusionner avec cette Région. La Chambre d'agriculture y a été remportée par une liste de différents syndicats plus diversifiés et plus proches des convictions qui sont les nôtres sur la transition écologique et l'agriculture paysanne. Il y a en tout cas en Rhône-Alpes un problème en termes de délégation de pouvoir public. La première chose à faire est de reprendre la main sur ces politiques publiques d'installation et de transmission et d'arrêter de donner tout pouvoir aux Chambres. Il faut savoir tout de même que le budget de l'agriculture dans une région, c'est très peu : pour agriculture et développement rural c'est 30 millions en Rhône Alpes sur 2.5 milliards de budget total. Sur ces 30 millions, 3 millions vont directement aux Chambres.

La Région intervient aussi sur la dotation aux jeunes agriculteurs par exemple. Une part de la bonification de cette DJA vient d'être soumise à discussion avec les services de l'Etat. J'ai porté à cette occasion un débat qui me touche directement. Dans le Diois, en Drôme, on voit de jeunes agriculteurs qu'on pousse à s'installer en les aidant, en les motivant, en leur payant la labellisation bio avec un certain nombre d'aides. Finalement au bout de 2-3 ans ils sont obligés de jeter l'éponge pour tout un tas de raisons qui ont été évoquées ce matin, notamment des questions de conditions de vie et de rentabilité de leur activité en zone difficile. On s'est posé la question de savoir si on ne va pas trop loin dans le fait de pousser à tout prix des jeunes ou des moins jeunes à s'installer dans des zones isolées, des zones reculées, défavorisées parce qu'aujourd'hui la bonification se fait sur ces critères. Plus vous allez dans un endroit difficile, plus votre dotation est bonifiée. Ce qui peut paraître logique de prime abord, mais peut aboutir à des situations dramatiques pour certains des paysans qui s'installent. Il y a toute une réflexion à avoir par rapport à ça. Ce qui paraît de bon sens au départ ne l'est pas forcément au final.

Encore faut-il qu'il y ait des terres agricoles disponibles. Cela a été évoqué ce matin. Je veux juste évoquer une proposition du Front de Gauche de l'Agriculture de créer des Établissements Publics Fonciers Régionaux que je ne vais pas avoir

le temps de développer ici mais qui l'est dans une brochure que vous avez à l'entrée. Ce serait la possibilité d'avoir un outil supplémentaire en matière de politique publique régionale.

Ensuite, en matière d'accompagnement des agriculteurs déjà installés, une politique a été mise en place en Rhône-Alpes en termes de diversification des cultures notamment, qui répond à plusieurs logiques en termes de biodiversité mais aussi d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques et de sécurisation du revenu des agriculteurs. Plus vous avez des cultures variées sur votre exploitation, plus lorsqu'une maladie apparaît, elle ne dévaste pas toute votre culture, plus vous êtes capables de faire face aux aléas climatiques qui vont être de plus en plus importants. Voilà le type de politique qu'on doit favoriser par les aides publiques.

Il y a beaucoup d'autres exemples que je n'aurai pas le temps de développer ici. Pour aller vers ma conclusion, je vais évoquer les limites que je vois et ce qu'il faudrait accentuer.

Les limites budgétaires, je les ai évoquées. Les cadres européen et national qui sont très contraignants et sur lesquels on n'a pas la main au niveau régional. Par contre la cohérence des politiques régionales est du ressort de la Région. C'est très bien de mettre en place une délégation sur les questions de foncier agricole par exemple, mais quand la même Région continue de soutenir des projets d'implantation type Center Parcs ou autre centres commerciaux sur des terres agricoles, on a des politiques qui s'annulent d'une part, et, d'autre part, la crédibilité vis-à-vis du monde paysan, citoyen et des électeurs est fortement entamée. La cohérence en Rhône-Alpes n'est pas du tout satisfaisante par rapport à ça et il conviendra de l'améliorer. Et surtout il y a une critérisation de l'ensemble des aides beaucoup plus importante à mettre en place, que ce soit au niveau agricole ou des aides aux entreprises. Nous nous devons, de façon beaucoup plus ferme, de dire que maintenant, dans le contexte contraint qui est le nôtre en termes d'austérité imposée, il faut prioriser les aides. Cesser d'arroser où c'est déjà mouillé et aider les plus petits. Ce sont les plus petits qui, en matière associative, de PME ou de paysannerie, passent systématiquement entre

les gouttes. Il faut avoir le courage de dire qu'il y a une priorité en matière d'aides publiques, d'aides régionales qui est d'aller vers eux, dans l'ensemble de ces domaines d'activité.

Pour conclure, je voudrais saluer la concordance des temps de cette journée puisque nous avons toujours dit au Parti de Gauche qu'il nous fallait avancer sur nos deux jambes, à la fois sur le projet et sur les luttes. Il se trouve que pendant que nous sommes en train de réfléchir au projet, un peu partout en France les citoyens et nos camarades marchent contre Monsanto. Et n'oublions pas Limagrain qui fournit les mêmes produits que Monsanto et qui, implanté en Auvergne, y bénéficie de subventions. Voilà un autre chantier qui sera à mener...



***Quelle politique pour assurer la transition écologique de l'agriculture ? – Les propositions du Parti de Gauche : Romain Dureau, membre de la Commission agriculture du Parti de Gauche***

Dans le temps qui m'est imparti, une petite dizaine de minutes, je ne pourrai pas développer l'ensemble des propositions du Parti de Gauche en matière de transition écologique de l'agriculture. Je vais donc rapporter les mesures les plus significatives.

1. Tout d'abord, nous parlons de "transition" écologique. Ce mot "transition" est important car il définit une véritable méthode de gouvernement. La méthode du Parti de Gauche est en effet celle de la planification écologique c'est-à-dire l'organisation dans le temps plus ou moins long de nos choix politiques. Ainsi, nous rompons forcément et réellement avec cette agriculture soumise au capitalisme et pensons dès lors l'agriculture sur le temps long.
2. Nous allons donc planifier cette transition. Le Parti de Gauche défend un plan national de transition écologique de l'agriculture sur 10 ans. Ce plan prévoit :
  - une généralisation à terme des surfaces en agriculture biologique,

- la relocalisation des productions avec l'acquisition d'une autonomie fourragère sur les exploitations et une réintégration agriculture-élevage,
- l'appui à l'évolution des pratiques des agriculteurs conventionnels, ce qui facilitera ensuite leur conversion totale à une agriculture écologique, grâce par exemple, à un conditionnement progressif des aides publiques selon des critères sociaux (d'emploi) et écologiques,
- une limitation de plus en plus forte des apports de pesticides, d'herbicides et d'engrais chimiques.

Des mesures d'urgence seront toutefois prises, avec par exemple l'interdiction immédiate de certaines substances, comme le Round-up dont la molécule active est démontrée cancérigène. Nous maintiendrons et renforcerons le moratoire sur les OGM.

Ensuite, puisqu'il n'y a pas d'agriculture possible sans terres agricoles : l'un des premiers enjeux de la transition écologique est de préserver le foncier agricole et naturel, et de le redistribuer. Pour que le foncier agricole reste disponible pour une agriculture paysanne et qu'il ne tombe pas dans la spéculation foncière, le Parti de Gauche propose la création d'un Etablissement Public Foncier Rural. Cet outil public permettra à l'Etat et aux collectivités de mobiliser le foncier agricole et de le mettre à disposition pour des projets d'agricultures paysannes et écologiques. Il permettra de réaffirmer le rôle de la terre pour nourrir les Hommes, et non pour spéculer sur l'énergie : nous refusons la culture exclusive d'agrocarburants. Il sera ainsi possible de mettre un coup d'arrêt à la disparition massive du foncier agricole, en nous inspirant de la Loi Littoral, qui montre qu'il est possible d'avoir un outil de protection efficace : nous pourrons encadrer le bétonnage, stopper l'étalement urbain et industriel, qui se fait au détriment des "ceintures vertes" qui entourent les villes.

La politique foncière est un levier très important pour favoriser les installations et les transmissions en agriculture biologique et paysanne. Ainsi, l'Etablissement Public Foncier Rural jouera un rôle majeur. Par ses choix de réallocation et de distribution du foncier, il sera un outil puissant pour prioriser les projets d'agriculture biologique. Notamment, il prévoira une surface maximale d'exploitation par actif agricole afin de lutter contre l'industrialisation de l'agriculture. Les aides sont définies majoritairement selon le nombre d'actifs et non selon la surface d'exploitation. Nous stopperons alors la course à l'agrandissement et à l'endettement, et créerons des emplois paysans et durables dans nos campagnes.

Nous agirons pour la relocalisation des productions fourragères, pour la réintégration agriculture-élevage et pour la désindustrialisation de l'élevage. Nous refuserons immédiatement les projets agroindustriels. Nous voulons permettre le développement d'élevages et de régions agricoles autonomes en fourrages et le développement de filières relocalisées pour l'alimentation animale. Pour cela, nous limiterons l'importation d'aliments pour le bétail (notamment, le soja OGM) par la taxation des importations. Nous créerons un label public qui informera et valorisera "l'autonomie fourragère" de la production ainsi que sa relocalisation sur les fermes. Les aides pourront être conditionnées à un certain nombre de pratiques agricoles, par exemple la diversification des cultures, la mise en place de rotations élaborées avec introduction obligatoire de légumineuses, etc. Le droit des paysans à cultiver et échanger leurs semences sera affirmé : nous refusons que le vivant soit breveté.

Dans le même temps, ces labels doivent favoriser la consommation locale et non l'exportation. Nous créerons des filières couplées de production-consommation. La transformation et la vente directe sur la ferme seront soutenues, ainsi que les petites entreprises agroalimentaires, artisanales et relocalisées. Un exemple de filière : la restauration collective devra être bio et locale, par la priorisation des circuits-courts et de proximité dans les appels d'offre. De plus, l'évolution des modes de consommation est une bataille culturelle fondamentale à gagner, par l'éducation (l'école publique) et la prise de conscience collective.

Notre politique sera ainsi capable de soutenir en priorité et fortement le développement des agricultures biologiques : nous augmenterons les aides à la reconversion, à l'installation et à la production biologique et vivrière. Les paysans seront le fer de lance de la transition. Nous voulons que nos paysans soient autonomes et intégrés à leur territoire et à sa population. L'autonomie fourragère et énergétique sur les fermes est un premier pas. Nous veillerons à une juste et suffisante rémunération du travail agricole : elle est une condition nécessaire pour la transition. Nous assurerons des prix minimums aux producteurs. Les marges de la distribution seront encadrées, aussi bien pour les productions locales que pour les produits importés. Nous lutterons contre le dumping social et écologique de l'agriculture grâce à un protectionnisme solidaire réfléchi et assumé. De plus, la diversification locale des productions permettra aux agriculteurs de s'extraire rapidement d'un certain nombre d'aléas climatiques et économiques.

La recherche agronomique publique ainsi que l'enseignement agricole public seront mis exclusivement au service de la transition. Les lobbies agroindustriels et financiers seront sortis de nos écoles et de nos instituts de recherche. Nous voulons former des agronomes, des zootechniciens, des agriculteurs capables d'innover et d'être force de critique et de proposition. Les missions de la recherche publique seront redéfinies et plus de moyens seront donnés pour la recherche en agriculture biologique.

Bien sûr, ces propositions sont incompatibles avec les règles libérales de l'Union Européenne. Nous désobéirons donc sans attendre aux traités européens et défendrons ces mesures au nom d'une clause supérieure de transition écologique de l'économie. Au Parlement Européen, nous mènerons la bataille pour la réorientation du 2e pilier de la PAC 2020 en faveur de la transition écologique de l'agriculture européenne, pour que chaque pays puisse mettre en place des productions alimentaires et relocalisées.

Enfin, pour ne pas pénaliser les couches populaires, nous ne séparons pas cette transition écologique d'une politique globale de redistribution des revenus dans la société : hausse du salaire minimum, révolution des politiques fiscales, maintien et gratuité d'un certain nombre de services publics (Poste, santé, éducation, transports), et ce aussi dans les territoires ruraux. L'action publique sera indispensable pour mener à bien cette transition : les politiques d'austérité sont donc incompatibles avec un tel projet.

En conclusion : avec une volonté politique claire et assumée, et en se donnant les moyens de cette ambition, la transition écologique de l'agriculture est possible. Alors, initions-là dès maintenant !



***Quelles politiques pour la transition écologique ? :  
le point de vue de la Confédération paysanne :  
Claude Cellier, ancien Secrétaire national de la  
Confédération paysanne***

La Confédération paysanne n'est pas corporatiste par nature, nous sommes pour la souveraineté alimentaire que ce soit au niveau mondial ou local. Il faut casser l'idée reçue que économie et écologie sont incompatible, que emploi = produits alimentaires chers. En réalité, c'est Xavier Beulin le vrai demandeur de régimes particuliers, de mesures politiques qui coûtent chers, -non pas pour plus d'emplois ou plus de qualité de l'alimentation (plus de valorisation de l'agriculture- pour concentrer des richesses, pas en créer de nouvelles-.

Il y a 20 à 30 000 lobbyiste à Bruxelles et il n'y a en réalité pas plus interventionnistes que les plus libéraux.

Nous, on revendique la justice, que le terme de compétitivité ne soit pas galvaudé. Nous voulons retirer les effets pervers des interventions sur le commerce. Le budget agricole en France, c'est 10 à 11 milliards. Une meilleure redistribution de cela serait déjà un grand travail. La politique agricole oriente beaucoup de choses. Elle a fait en 30- 40 ans ce qu'est l'agriculture aujourd'hui, depuis les régions céréalières très subventionnées, jusqu'aux régions avec des handicaps naturels toujours bien moins aidées, à l'hectare. Ce n'est pas en deux jours qu'on va faire marche arrière.

On ne peut pas mettre sur le même pied d'égalité toute les régions de France. Par exemple je fais la comparaison entre moi et un Rwandais qui nourrit toute sa famille avec un hectare. Moi, j'en ai besoin de 30. L'économie libérale voudrait dire que, à moins de 150 hectares, ce n'est pas compétitif. Pour moi, le plus compétitif, c'est celui qui a besoin de moins de surface pour nourrir sa famille. L'important c'est de mettre l'économie au service des hommes et non les hommes au service de l'économie.

Au niveau mondial, on le sait tous que l'emploi et l'environnement sont des questions centrales. En France, il y a moitié moins d'emplois agricoles tous les 20- 25 ans.

La revendication de la souveraineté alimentaire et le droit des protections est une question centrale, car autant en Europe ce mot est ambigu, autant en Afrique de l'Ouest, on doit avoir le droit de se protéger, le droit d'avoir une politique de locale pour le lait, les produits alimentaires de base. Tout cela est impératif pour garder un degré d'autonomie le plus grand possible. La question de l'emploi elle est là. Le problème n'est pas une question de ressources, mais de répartition des ressources. Quelques uns peuvent dire « donnez-nous vos terres on sera plus efficace », moi je leur ai dit « qu'est-ce que vous faites des bateaux qui traversent la Méditerranée ». Si, en Afrique de l'Ouest, on passe de 70 % de population rurale à 30 ou 35%, que fait-on de ceux qui partent ?

Il faut sécuriser le droit de se protéger. Dans ces pays là, les plus libéraux sont aussi prédateurs, ceux qui viennent prendre les terres et les marchés.

Pour revenir à la PAC, tant qu'on subventionne les hectares et non les personnes il y aura d'importantes dérives. Avec le doublement des aides sur les 50 premiers hectares suite à l'intervention de Stéphane Le Foll à Bruxelles, c'est la première



fois dans la PAC que l'emploi est pris en compte. Entre une ferme de 3 personnes sur 150 hectares et 1 ferme de une personne sur 150 ha la prime diffèrera. Cette mesure a été déshabillée aux 2/3 par rapport au projet initial, mais il en reste quelque chose. On peut espérer que ce point-là peut aller un peu plus loin au fur et à mesure des prochaines politiques, car là c'est parti pour 5 ans. Il y aura peut être une relecture de la PAC dans 2 ou 3 ans.

Donc, certes il y a des évolutions, mais quand on voit des projets de maraichage qui sont peu gourmands en foncier, mais gourmands en temps de travail et en qualité de relation, car cela aussi ça prend du temps. Un agriculteur paysan et maraicher en périphérie de ville avec 2 hectares ne coûte rien à la PAC et c'est grave. Quant à l'écoconditionnalité, il n'en reste que des faux semblants : La FNSEA est quand même arrivée à faire passer que maïs grain, maïs semence et maïs doux, c'étaient trois cultures différentes, que ça faisait donc une rotation qui pouvait donc bénéficier des aides conditionnées à l'existence d'une rotation de culture !

Quant à la loi Macron, vous la connaissez mieux. Il y a tous les volets sur les agrandissements, au nom de la liberté d'entreprendre c'est surtout la liberté de demander des régimes de faveur.

Concernant le développement des circuits courts, c'est plus ou moins facile selon les régions. Chez moi (dans la Marne), il y a 5 personnes au km<sup>2</sup>, on ne peut pas parler de ventes sur circuit court, même si j'en fais un peu ; de la même façon qu'à proximité de Saint Etienne ou de Lyon ou des autres villes comme ça. C'est clair que la Région Rhône Alpes a pu avancer dans ce domaine et je pense que ça peut être un grand atout pour la diversité de l'agriculture et aussi l'aménagement du territoire.

Un autre exemple au niveau local, c'est l'approvisionnement des collectivités publiques. Le Brésil a tout de même beaucoup agit par ce levier là pour favoriser l'agriculture de proximité.



***Le point de vue de Marc Dufumier, professeur émérite à AgroParisTech et Président de la plateforme pour le commerce équitable.***

L'enjeu, il est clair, cela a été discuté, c'est nourrir

durablement, correctement, l'humanité toute entière. Faire en sorte que dans les pays du Sud, les paysanneries soient capables de nourrir leur propre peuple sans être contrainte de migrer, traverser le désert libyen et la Méditerranée. Et chez nous, c'est produire effectivement nettement mieux : on ne veut pas de dioxine dans le poulet, on ne veut pas de perturbateurs endocriniens dans les fruits et légumes, on ne veut plus de cheval dans le bœuf, on ne veut plus tous ces trucs là ! Et on veut que ce soit durable, on veut qu'il y ait maintien du taux d'humus, on veut qu'il y ait encore des abeilles, qu'il y ait encore des coccinelles, qu'on soit débarrassé de toutes ces molécules de pesticides, je crois que tout cela a été dit !

Et bien cela déjà, je vais vous dire, c'est une révolution, technique, sur le plan technique, c'est radical et je pense que le résumé du programme j'y adhère, mais c'est une vraie révolution technique et c'est radical. Et quand je dis que c'est une révolution, il faut être très clair et il faut qu'on le dise. Ce n'est pas « et bien oui, il y a un marché pour l'agriculture bio pour les bourgeois bohèmes et puis une production de masse bourrée de perturbateurs endocriniens pour les masses populaires ». Alors ça c'est clair, c'est toute notre agriculture, toute notre agriculture à l'échelle européenne, peut-être à l'échelle mondiale qui va devoir changer, ne serait-ce que à l'égard des exigences du réchauffement climatique, c'est-à-dire réduire nos gaz à effet de serre et l'obligation des agriculteurs de devoir s'adapter face à la fréquence accrue des perturbations en question.

Alors la question qui m'est posée est « Alors comment faire ? ». Alors, en dix minutes je vais vous dire, je vais vous expliquer, en toute modestie bien sûr ! Alors un, j'ai écouté et j'adhère mais vous l'avez compris, il ne suffira pas que vous ayez une majorité électorale. Il ne faut pas une majorité électorale, il faut une immense majorité, un mouvement populaire très vaste et cela va être une grande alliance entre consommateurs, bien évidemment, paysans -et une large majorité d'agriculteurs, car, bien sûr, on ne fera pas cela avec seulement les électeurs de la Confédération paysanne- et, évidemment, les environnementalistes.

Concernant les consommateurs, je crois que l'on minore parfois l'impact que peuvent avoir des changements de comportement tout à fait individuel. De la

même façon que, un vote, chaque fois il y a des gens qui disent « *ah pourquoi je vais voter ? Mon vote, ce n'est qu'un de plus et cela ne va rien faire* ». N'empêche que l'addition des votes, ça fait des majorités, des minorités, des votes dans les assemblées, et bien c'est pareil pour la consommation. Si l'on peut faire en sorte qu'un nombre accru de consommateurs décident de consommer plus responsable, plus équitable d'un côté, plus bio d'un autre ou les deux associés. Cette somme de comportements individuels a déjà aujourd'hui un impact macroéconomique. La consommation de produits bio au cours des cinq dernières années a plus que doublé malgré la stagnation du pouvoir d'achat. Preuve qu'il n'y a pas que le pouvoir d'achat qui décide de nos modèles de consommation, même si l'an dernier le nombre de consommateurs de bio ne s'est pas accru et que, quand même, il n'y aura pas de développement d'agriculture bio sans changement de la répartition des revenus en France. Bien évidemment, c'est un facteur limitant.

Et du coup il nous faut investir les associations de consommateurs et les revues de diététique, etc qui ne sont pas pour rien dans la situation. Moi, quand je lis certaines revues de diététique, je regarde la pub et je me dis « Ouh là là, qu'est ce qu'il doit y avoir comme articles sûrement payés par telle ou telle multinationale ». Nous pouvons, nous pouvons tous essayer d'investir impérativement au maximum les lieux d'expression publique, que ce soit internet, que ce soit la presse écrite, les réseaux sociaux etc...pour que l'idée qu'il est possible de nourrir correctement et durablement l'humanité toute entière correctement et sans déséquilibres alimentaires et éventuellement avec d'autres équilibres, c'est très important. Ca fait un an et demi que je ne le rencontre plus, mais quand je rencontrais Stéphane le Foll, je lui disais « et bien, vous voyez vous défendez les poulets bas de gamme, et bien on est en train de perdre des parts de marché sur les produits de terroir, les produits bio et autres choses, peut-être qu'il faudrait regarder les politiques, défendre davantage la France des terroirs, les produits de terroir, les produits bio et au service du plus grand nombre bien évidemment ».

On a parlé du foncier, c'est clair que là ce n'est pas la PAC, c'est national et c'est régional mais moi j'observe que, même quand nous sommes dans des régions où les Chambres d'agriculture sont très hostiles à l'installation des jeunes

agriculteurs et ne pensent qu'à l'agrandissement -enfin, tout ce dont vous avez parlé tout à l'heure-, quand « Terre de liens » intervient et quand la presse s'empare de ce que fait, les élus sont bien plus attentifs. Y compris des élus qui ne sont pas de nos obédiences. Et j'observe qu'ils commencent à se remuer, à dire « ouh là là, il y a peut-être des choses sérieuses etc. ». Après, c'est peut-être plus facile de se faire élire dans certaines régions. Donc, tout cela n'est pas indépendant et il ne faut pas abandonner ces combats et le mouvement associatif. Par exemple, « Que choisir ? », je me souviens qu'à l'époque du Grenelle de l'environnement, quand ils parlaient de qualité/prix, ils pensaient au prix monétaire. Maintenant, vous lisez la revue « Que choisir ? » et il est expliqué que le lait pas cher, il vous coûte très cher parce que on paye des impôts pour retirer les algues vertes, on paye des impôts pour rendre l'eau potable. Et c'est déjà un progrès, c'est peut-être parce qu'on s'est remué.

Et puis, et cela date d'avant le Grenelle, il y a eu le pacte Nicolas Hulot, c'était un mouvement large, pas forcément très inscrit à gauche et à l'ultra gauche, on est bien d'accord. Mais, en restant fidèle à nos convictions, on va devoir jouer très large pour trouver une adhésion à des politiques qui soient vraiment réalistes et révolutionnaires.

Concernant la restauration collective, hors domicile, tout bio, tout circuit court, j'y adhère. Mais, ça va vraiment changer le jour où ce sera financé par la Politique Agricole Commune, peut-être en 2020, ou avant s'il y a un bilan de santé à mi-parcours de la PAC -mais je ne suis pas sûr que la commission ait très envie. En 2020, ne ratons pas le truc. Là où nous avons perdu beaucoup, dans la réforme de 2014-2020, c'est l'idée d'avoir accepté trop tôt l'idée que les agriculteurs pouvaient être subventionnés et vivre d'aides. Il faut dire : terminé, les agriculteurs mendiants qui pensent pouvoir vivre de subventions et d'aides, de plus découplées de la production, ça c'est terminé. De plus, conditionnées à des mesures dites « vertes » mais qui s'avèrent être uniformes pour les territoires des 28 pays ! Si nous voulons vraiment échouer, alors allons-y, continuons comme cela.

Donc maintenant, il nous faut une vraie rupture. A partir de 2020, nos agriculteurs

doivent être impérativement bien rémunérés. Les subventions d'aujourd'hui de la Politique Agricole Commune, désormais ça ira à la restauration collective. Tous les repas bio, premier pilier de la PAC, 1,6 millions d'euros iront à la restauration collective, les parents d'élèves n'auront pas à déboursier plus et tous les gamins d'écoles mangeront du bio –et attention, ce sont les enfants qui sont les plus exposés aux perturbateurs endocriniens, Parkinson, Alzheimer, cancer de la prostate, etc., même si c'est après que cela se déclenche, c'est à cet âge là que cela se contracte. Ils mangeront donc tous bio. Et les cantines d'entreprises idem, par exemple, chez l'Oréal, ce n'est pas la patronne qui mange à la cantine, ce sont les couches modestes. Ils mangeront tous bio sans avoir à payer plus, c'est les subventions de la PAC qui paieront. Et cela se fera par voie contractuelle, c'est-à-dire que les agriculteurs à proximité sauront qu'il y a dans la restauration collective, en circuit court, une demande croissante de produits bio, à volume croissant et à des prix rémunérateurs. Et bien, je vais vous dire, la conversion, ça irait largement plus rapidement et on avancerait bien plus vite. Et ça n'occupe que 1,6 milliards d'euros.

Et bien moi, je vous propose que le reste passe par les Régions, c'est une idée qui n'est pas nouvelle, cela a été dit, j'en conviens. Mais les subventions de la PAC transiteront par la région, je parle y compris celles du premier pilier et par voie contractuelle, les services d'intérêt général, les services écosystémiques vous seront rémunérés. Vous faites du zéro labour, ça ressuscite les vers de terre, ça séquestre le carbone dans les sols, ça fait de l'humus, ça nous évite de l'érosion, on est conforme au protocole de Kyoto, c'est conforme à l'intérêt général... Tope là, je vous paye. Vous mettez des légumineuses dans vos champs, vous mettez des luzernes, ça crée des protéines, ça nous évite des importations de tourteaux de soja, ça nous évite des importations de gaz naturel russe ou norvégien pour fertiliser, parce que le gaz naturel, c'est utilisé pour fabriquer des engrais azotés de synthèse. Et bien désormais, non, après une prairie temporaire, le blé, il sera fertilisé par une luzerne et on n'aura plus besoin d'importer tout cela. La ferme France, même si on ne raisonnait en termes monétaires, serait déjà gagnante. De plus, vos légumineuses, ça héberge des abeilles, tope là, je vous paye, vous mettez des haies, ça héberge les coccinelles, ça évite les pucerons etc.

Vous l'avez compris, nous y parviendrons que si notre vote est raisonnable, mais nous y parviendrons aussi que si nous arrivons à créer un immense mouvement social. Paysans, consommateurs, environnementalistes, tous unis et j'insiste là-dessus, le premier défaut qui est le nôtre en général, c'est le sectarisme.

Oui, il faut arriver à faire comprendre aux agriculteurs que leur avant-garde syndicale, je parle du syndicat majoritaire, je ne parle pas de celui qui est ici, les trahit. Et ils ne sont pas encore réceptifs aujourd'hui à ce que je viens de vous raconter. Or, il nous faut impérativement cette révolution technique et on ne l'aura pas si il n'y a pas plus de 85% des agriculteurs qui y adhèrent. Il faut leur démontrer qu'ils sont victimes. Oui, ils découvrent qu'il y a un cancer, encore une fois un cancer de la prostate un peu prématuré dans leur village, oui c'était tabou jusqu'à présent, mais maintenant on va en parler, ils sont eux aussi, les agriculteurs, victimes de tout cela.

Il va falloir jouer une alliance extrêmement, très large, on va éviter de stigmatiser, on va proposer des solutions constructives, ça n'aura rien de réformiste. Ce sera une transition, oui ce n'est pas un grand soir, oui il nous faut l'adhésion du plus grand nombre, oui il nous faut conquérir cette adhésion du plus grand nombre. J'adhère à l'idée que ce soit à la fois une révolution et une transition, il y a urgence que l'on s'y mette tous, merci !





***Le point de vue de Dominique Marion, paysan et ancien Président de la Fédération Nationale d'Agriculture Biologique (FNAB)***

Je suis paysan bio et j'étais Président de la Fédération Nationale d'Agriculture Biologique qui regroupe aujourd'hui 10 000 paysans bio.

Je suis paysan en Poitou-Charentes sur les bords de la Gironde, éleveur de moutons avec une activité d'accueil à la ferme, d'accueil paysan. On est en cours d'installation, d'accueil d'un paysan maraîcher et d'un autre éleveur qui va reprendre la ferme derrière nous. D'ailleurs, cet après-midi il va finir le travail que je n'ai pas fini hier soir. Cela veut dire que la jeunesse prend le relais et ça nous soulage.

Je ne vais pas parler sur tous les sujets qui nous intéresseraient, ces défis que l'on a aujourd'hui : quels sont les moyens, les leviers, quelle politique faut-il mettre en place pour développer l'agriculture biologique ?

Pour cela, il faut un projet, il faut une politique et il faut une cohérence des moyens au niveau européen, des États, donc de la France, et des régions. On a connu des pics de conversion dans l'histoire de l'agriculture -cela veut dire des passages de l'agriculture chimique conventionnelle à l'agriculture biologique- au moment de Louis Le Penec en 1999, puis au moment du Grenelle avec Michel Barnier.

Donc, on devrait voir l'évolution pour cette année, après deux ans de stagnation pour l'agriculture biologique. On est en stagnation pour différentes raisons, notamment le changement de gouvernement, le changement de PAC qui crée de l'instabilité malgré tout pour les exploitations agricoles et les acteurs économiques que sont les paysans et qui ne savent pas à quelle sauce ils vont être mangés. Beaucoup attendent que les décisions soient prises. On devrait avoir aujourd'hui -les premiers chiffres du réseau de la FNAB nous le disent- une augmentation d'au moins 25% des surfaces, donc on va voir si cela se concrétise.

Choisir une politique et mettre en œuvre la cohérence des moyens, c'est arrêter de diriger tous les flux financiers dans le sens du développement d'une agriculture chimique et de la concentration du foncier. Il faut réorienter ces fonds vers la bio, on a encore aujourd'hui, par exemple, des fonds énormes qui vont vers les agrocarburants, c'est à dire dans la poche de Sofiprotéol, l'entreprise de Xavier Beulin, qui s'appelle maintenant Avril. Ce n'est pas une farce, ce sont plusieurs centaines de millions d'euros, tous les ans. Et après on impose aux paysans bio 25% de moins sur les aides au maintien parce que il n'y a pas d'argent ou que l'on n'avait pas pensé que la bio marcherait si bien que cela ! Je pense que là, il y a eu des choix qui ont été faits et ils sont clairs !

Sur les leviers, je voulais parler de la restauration hors domicile, Marc l'a fait, on discute sur ce sujet, c'est une bonne initiative, je ne sais pas si cela coûte un milliard ou six, je ne l'ai pas calculé, lui l'a fait mais je pense que ça doit être un bon outil. Le Président Hollande lui-même l'avait dit et nous l'avions incité à cela. « Il faut 20% de bio dans la restauration collective », c'est encore une promesse d'Etat, c'est encore une des promesses de François Hollande qui n'a pas été tenue. Hé oui !

Le deuxième levier, c'est l'eau, on en a parlé un petit peu. Pour que l'eau bouge vers l'agriculture biologique, soit vraiment efficace, il faut faire une place pour les représentants des paysans bio, la FNAB, dans les agences de l'eau. Et ne pas faire comme l'année dernière où, au moment des élections des conseils d'administration, on a vu la danse du tapis avec les Chambres d'agriculture où chacun s'est battu pour que surtout il n'y ait pas de paysans bio du réseau FNAB dans ces agences. Donc, on a été sortir des paysans bio qui n'y connaissent rien, des Chambres d'agriculture pour les mettre. On avait ainsi un paysan bio, c'était réglé. On avait pris les places, c'est la danse du tapis. Les décisions des agences de l'eau, qui collectent des taxes et financent des actions, sont sous la pression des productivistes qui ne défendent que leur intérêt, privé, en dépensant l'argent collectif pour des mesures qui coûtent et n'améliorent en rien la qualité de l'eau.



Le deuxième plan écophyto signe l'échec patent du premier. On avait un objectif de réduire de 50% la consommation de pesticides, on est à +8, +9, +10%, et on est en train d'augmenter, on a dû se tromper quelque part.. Mais, on fait un deuxième plan qui va encore coûter des centaines de millions d'euros. L'échec patent du plan augure mal d'un changement de politique. Il faut amplifier les mesures timides prises par certaines agences de l'eau en faveur de l'agriculture biologique, et des appuis à la conversion. Au Conseil régional Ile de France, ils ont créé une légumerie bio pour développer les filières biologiques de manière à ce que l'on ait des outils pour commercialiser nos produits,. Cela développe la conversion derrière. Donc, il faut un appui à la conversion, du suivi technique, un financement des outils de filières etc...

La FNAB vient d'être nommée au Conseil national de l'eau, c'est une bonne surprise, on n'était même pas au courant. Bon, c'est une bonne décision, il faut continuer en ouvrant les conseils d'administration des comités de bassin.

L'emploi est pour nous le troisième levier en ce qui concerne le développement de l'agriculture biologique. Il y a 4% de surface bio en France, environ, mais cela représente plus de 7% de l'emploi agricole. La bio, ce sont des hommes et des femmes qui trouvent de l'emploi non délocalisables, chez eux, dans leur territoire où bien souvent il n'y a plus rien d'autre ! Alors amplifions cet effet ! Pourquoi ne pas alléger en supprimant ou au moins temporairement, les charges sociales pour les emplois sur les fermes bio ? On compenserait le manque à gagner par des subventions reprises aux agrocarburants, et pourquoi pas sur des taxes sur les produits chimiques de synthèse. On pourrait aussi imaginer de baisser la TVA sur les produits bio, compensé par un prélèvement sur les bénéfices des groupes alimentaires ou des grandes surfaces.

Développer la bio, c'est aussi changer de paradigme, il faut changer sa tête, je pense que ça c'est important. C'est produire de l'alimentation, du sens, de la qualité de vie, ce n'est pas une industrie et on se rejoint bien avec Josette, ce n'est pas par hasard.

Pour ça, il faut changer les outils qui ont permis de verrouiller l'agriculture dans

les cinquante dernières années, à commencer par la PAC. Il y aura des redites, mais je vais aller jusqu'au bout. La PAC a fait son job : concentrer les moyens dans les mains de quelques uns, 80% des subventions sur 18% des agriculteurs. Il faut changer cette PAC avec la fin des références historiques, tout de suite et pas 70% en 2019 ou 2020. Il faut un calcul à l'actif et pas à la surface, aujourd'hui plus vous avez grand, plus vous touchez. Quid de l'emploi ? Et puis il faut que le calcul des aides pour la bio ne soit pas calculé sur le surcoût mais bien pour payer les bénéfices environnementaux apportés par les pratiques bio à la société. On pourrait aussi réintégrer les externalités négatives de l'agriculture chimique dans le prix de revient ou pour le calcul des primes versées aux agriculteurs conventionnels. Imaginez les 54 milliards nécessaires pour dépolluer la France - c'est le Commissariat Général au Développement Durable qui le dit - au regard des neuf milliards de PAC à l'année ! Là, personne ne restera en conventionnel, ou alors il faudra qu'ils remboursent ce qu'ils ont déjà capitalisé.

Et puis il y a tous les outils spécifiques à la France, à commencer par la doctrine de la rue de Varenne, bien souvent écrite par la rue de la Baume, certains comprendront. J'en veux pour preuve le changement de nom, et ce n'est pas par hasard, de la DGPAAT, c'était la Direction Générale des Politiques Agricole, Alimentaire et Territoriales qui est devenu la Direction Générale de la Performance économique, environnementale des Entreprises. (DGPE). Je ne vous cache pas le détail mais enfin, il n'y en a que pour les entreprises, il n'y en a que pour le discours de Xavier Beulin. Quid de l'agriculture biologique dans ce projet de la DGPE ? Rien. Quid sur les territoires ? Rien. La fameuse compétitivité de Xavier Beulin qui ne tient que par le goutte à goutte des subventions. La FNAB dit que la compétitivité est plurielle et doit intégrer la biodiversité, la qualité de l'eau, de l'air, sa protection, le bien commun et le caractère non délocalisable de l'emploi en bio.

Ensuite il faudra penser à transformer les Chambres d'agriculture, on en a parlé, il faut les transformer. Il faudrait par exemple les transformer parce qu'elles sont devenues des outils, des forteresses non démocratiques et figées. Les transformer en des Chambres de l'alimentation et de la ruralité, les fusionner avec des Chambres des métiers, en ouvrir la gouvernance au bio, aux

associations de protection de la nature et de l'environnement, à la société civile qui aujourd'hui paye les pots cassés sans avoir jamais son mot à dire.

Les SAFER, sur la question du foncier, devront revoir leur gouvernance, leurs orientations, quitte à conforter leurs financements et pourquoi pas aller jusqu'à un établissement public dont vous avez parlé et qui est une très bonne initiative que nous soutenons.

Pour ce qui est des interprofessions, elles sont sensées œuvrer pour le bien commun des filières. En réalité, elles concentrent des moyens énormes au profit du seul système chimique et de ses affidés. Aujourd'hui et depuis trente ans, les paysans et collecteurs bio qui cotisent et paient des taxes, -et nous acceptons de payer des taxes-, financent le développement de l'agriculture chimique, contre notre gré. Et nos organisations n'ont aucun moyen, au CNIEL qui est l'interprofession laitière française, il est collecté plus de 800 000 euros sur les paysans et transformateurs laitiers bios, la bio n'en retrouve que 230 000 euros, c'est à dire que plus de 500 000 euros collectés dans la poche des paysans bios vont pour financer les campagnes, les communication et autres formations de l'agriculture conventionnelle. Il faut que cela cesse. Il nous faut un outil interprofessionnel horizontal bio doté de moyens autonomes qui se décline en interprofessions syndicales de filières pourquoi pas croisées avec des interprofessions conventionnelles. Je ne réciterai pas tous les organismes qui devraient changer de gouvernance, ouvrir leur porte au bio, mais nous devons être attentif pour que le timide pas de changement de l'INRA soit conforté et amplifié parce qu'ils vont vite retourner dans leurs filières, dans leurs ornières.

C'est surtout un changement de pensée politique qui est à faire, il faut redonner une place à l'agriculture dans l'alimentation, dans la société, redonner aux agriculteurs leur place dans l'agriculture. Il faut penser biens communs plutôt que défense des intérêts privés, rouvrir les campagnes non polluées aux citoyens, protéger le foncier de l'emprise des extensions urbaines, lignes à grandes surfaces et infrastructures, réorienter les fonds CASDAR, qui sont des fonds professionnels collectés chez des paysans, pour le développement agricole et ne pas accepter la captation de millions d'euros pour la génomique animale, la

génétique, argent qui ne sert à rien pour les paysans mais finance des structures parallèles.

Enfin, car le chantier est immense, chaque ministre qui a occupé la rue de Varenne sait ce que les lobbies agricoles majoritaires sont capables de faire si on leur résiste, y compris dans les conseils régionaux, je ne peux que vous inciter aujourd'hui à vous rendre à Milan, à l'expo universelle pour chercher le mot bio ou agriculture biologique qui n'est pas dans le discours du pavillon français. Celui-ci est par ailleurs un très bel ouvrage, magnifique au demeurant et recyclable. J'ai d'ailleurs visité 14 pavillons, certes je n'ai pas tout visité mais je n'ai vu le mot agriculture biologique nulle part, sauf à un moment donné, au pavillon du Brésil on voit, AB. Ca veut dire quoi ? Ca veut dire que aujourd'hui, c'est une catastrophe. Le commissaire français du pavillon m'a affirmé que cela devait être une erreur, qu'il rectifierait, que cela devait être une erreur d'un sous-fifre quelconque. Alors je vous engage à aller voir ce qui s'est passé. Je vous rappelle que le thème de cette année, c'est « Nourrir la planète, énergie du futur ». Cela veut dire que l'agriculture biologique n'a pas sa place dans le projet agricole de la pensée dominante. Nous le savions, c'est confirmé. Cela ne fait que renforcer l'urgence de notre détermination collective à œuvrer pour son développement ! Les paysans bio, les citoyens comptent sur vous !



***Le point de vue de Jean-Marc Bureau, Président de la Fédération Nationale des Centres d'Initiatives pour Valoriser l'Agriculture et le Milieu rural (FNCIVAM).***

J'ai été paysan dans le Maine et Loire et J'ai transmis l'affaire l'an dernier à un jeune agriculteur. Je suis président de la Fédération nationale des Civam, donc je remercie le parti de gauche d'avoir organisé cette convention sur la transition écologique de l'agriculteur parce que c'est vraiment indispensable, c'est d'actualité et c'est très important que le plus de monde possible s'empare de ces questions-là.

Je vais parler de l'accompagnement et de comment concevoir la place de la recherche. Je vous avertis tout de suite je ne vais pas brosser un portrait complet de la recherche agricole aujourd'hui.

Je vais simplement parler de la façon dont on la ressent au contact des chercheurs qu'on fréquente. Les Civam c'est un mouvement qui est ancien. Alors qu'à l'origine il a été fondé par les instituteurs qui faisaient de l'enseignement agricole, c'est aujourd'hui un mouvement laïque très implanté, d'ailleurs plus dans le Sud que dans l'Ouest de la France. L'Ouest est plutôt marqué par les mouvements catholiques.

Le RAD – Civam rassemble les Civams et le Réseau des Agricultures Durables (RAD). Le RAD le bras agronomique des Civams. Les Civams ont un champ d'action assez large qui touche tout le milieu rural, mais aujourd'hui je ne parlerai que de l'aspect agricole. Si on doit définir le projet des Civams, c'est l'agriculture à bas niveau d'intrants. Il s'agit d'une démarche, il n'y a pas dans le commerce de produits étiquetés agriculture durable. Ce n'est pas notre but et il n'y a pas de norme, à part qu'il est évident qu'un agriculteur adhérent Civam ne va par exemple pas semer chez lui des OGM.

Pour préciser par rapport au mouvement bio, notre rôle c'est de proposer des solutions aux agriculteurs pour progresser, même d'ils ne veulent pas se convertir à l'agriculture biologique. Leur offrir des possibilités de diminuer l'usage des phytosanitaires ou d'engrais azotés. On s'inscrit dans cette optique et on définit notre position comme une démarche agro écologique.

Dans la transition écologique il faudra absolument aller vers une production de qualité pour tous, c'est-à-dire pas d'en avoir pour une partie de la population en délaissant le reste. Il s'agit de la qualité pour tous.

Le paysan doit se réapproprier son métier. Dans l'agriculture productiviste, il y a des coopératives qui disent « il nous faut du blé panifiable ou du maïs doux, etc. » Les techniciens arrivent, donnent leurs fiche pour les dates auxquelles il faut semer le maïs. Le paysan est un simple exécutant. Il faut évoluer par rapport à cette pratique et que le paysan se réapproprie son métier et devienne autonome. On cherche à lui fournir des éléments pour qu'il prenne ses décisions lui-même. On ne cultive pas du blé de la même façon en moyenne montagne et en Picardie

et on ne fait pas de la même façon en Bretagne ou en Aveyron. A chacun de faire son propre système de culture. L'accompagnement descendant vers les agriculteurs n'a plus lieu d'être. Je me souviens avoir reçu des fiches de la Chambre d'agriculture ou on disait « cette année vous choisirez entre 5 variétés de blé ». Il faut que ça cesse, le paysan doit être capable de savoir quelle variété de blé il doit semer.

En ce qui concerne la recherche, on voit que des essais culturaux en station de recherche vont chercher des choses qui enfoncent des portes ouvertes. On met en place des essais et leurs conclusions rejoignent exactement ce que font le paysan sur le terrain. C'est l'aspect négatif de la recherche.

L'aspect positif, c'est qu'il y a de la place pour la recherche dans la transition écologique, mais il faut qu'elle soit le plus possible participative.

Ça fait longtemps que l'on travaille avec des chercheurs. Par exemple, le programme stéréo en Bretagne dans les années 90 sur le partage. Ensuite, on a travaillé avec les stations INRA de Versailles et Mirecourt et sur la productivité des prairies temporaires et on a des contacts réguliers avec les chercheurs. L'année dernière, on a signé une convention cadre avec l'INRA qui prévoit des allers et retours entre le terrain et la recherche. Il y a des binômes chercheur / animateur de groupes Civam sur un certain nombre de thèmes.

On a développé le concept de paysan chercheur. Il y a des paysans qui sont tellement mordus d'avancées dans les pratiques durables que ça devient de véritables chercheurs.

Exemple : un paysan vendéen organise tous les ans une journée de travail sur sa ferme, où les chercheurs viennent et régulièrement. En matière d'accompagnement, ce que font les groupes Civam, c'est redonner l'autonomie au paysan. On organise des formations, par exemple sur un certain type de système herbagé, pour la diminution des phytosanitaires ou encore pour la mise en place d'un magasin de producteurs. L'animateur ne vient pas avec des recettes, il s'aperçoit souvent que les solutions peuvent émaner des paysans. Si on demande par exemple comment éradiquer les rumex ou les charbons sans avoir recours aux phytosanitaires ou aux pesticides, il y a forcément un paysan d'un groupe qui

va témoigner de sa pratique et de ses résultats. C'est une démarche vraiment intéressante.



## Troisième partie – Intervention de clôture de Jean-Luc Mélenchon



Le Parti de gauche, au nom duquel je ne parle pas, puisqu' il a des responsables pour ça, dont Laurent Levard, Eve Saymard et combien d' autres camarades, a assez curieusement bouclé son premier programme catégoriel dans l' agriculture. C' est un fait qu' avant même qu' ait été rédigé quoique ce soit d' autre, nous avons un programme agricole. Et, de ce fait, il y a une culture collective au Parti de gauche sur les questions agricoles qui fait que cette question n' est pas « la question agricole », car elle a pu trouver naturellement sa place lorsque, faisant son travail, Corinne Morel Darleux et moi-même avons mis en place un cadre intellectuel plus large à l' intérieur duquel l' ensemble des problèmes catégoriels pouvaient trouver une place qui est les assises de l' écosocialisme. C' est donc d' un point de vue écosocialiste que je m' exprime à l' instant, c' est-à-dire dans une volonté, comme l' a dit Corinne, de ne pas saucissonner les problèmes. Certes, il faut -et c' est le mécanisme même de la raison, de la construction même de la raison- distinguer, séparer, etc. Mais, arrive le moment où, ayant bien distingué, il faut de nouveau rassembler dans une compréhension large. Ces deux mouvements doivent avoir lieu, y compris dans le sujet que nous traitons

### **La règle verte**

La doctrine de l' écosocialisme postule comme article 1 il n' y qu' un seul écosystème compatible avec la vie humaine. Par conséquent, ce que nous défendons, ce n' est pas la nature en général, qui se moque absolument de nous et de toute façon continuerait tout à fait sans nous. Car nous ne sommes rien pour elle, ou peut-être sommes-nous quelque chose, mais nous ne savons pas quoi par rapport à l' équilibre d' ensemble de l' immense univers en expansion. Nous défendons l' écosystème compatible avec la vie humaine dot, en réalité, nous ne savons pas grand chose puisque, par exemple, la dernière expédition



maritime qui comme vous le savez drague dans les océans, a découvert 110.000 espèces nouvelles et nous savons que, dans les océans, se trouvent 95% des espèces à découvrir. Donc, nous ne savons pas grand chose sur le monde vivant à l'intérieur duquel nous prenons place sinon que nous avons l'illusion qu'il est possible de le maîtriser absolument et sans discernement d'après des visions que les uns ou les autres ont élaboré, et, ils le pensent, d'une manière naturelle.

Bref, il n'y a qu'un seul écosystème compatible avec la vie humaine, et donc nous rattachons tout à cela. De là, nous avons déduit un élément politique, là je parle dans le domaine programmatique, politique, et institutionnel, vous allez voir pourquoi institutionnel, c'est la règle verte. C'est-à-dire que nous posons comme règle, en tant que responsables politiques d'un pays essentiel en Europe, (…/…) qu'« on ne prend pas plus à la nature que ce qu'elle est capable de reconstituer. » C'est une règle modeste, mais, en même temps, c'est une règle dynamique, elle n'enferme pas dans un dogme, elle n'enferme pas dans un registre que certains appelleraient punitif ou autre. Elle propose une méthode de travail : ne jamais rien prendre que la nature ne puisse restituer. Voilà le sens de la règle verte que nous avons porté et ça doit être une règle constitutionnelle à notre avis. C'est-à-dire qu'il faut que le peuple français ait à connaître de la question de la protection, de sa contribution à la tâche qui s'impose à l'humanité universelle : protéger son écosystème. Et, dans un instant, je vais dire pourquoi à notre avis ce programme là est presque dépassé, puisque, par maints aspects, il s'agit de le réparer et pas seulement de le protéger. Ce qui pose des questions d'une complexité inouïe. C'est une question complexe à laquelle je veux me consacrer, du moins à leur énoncé.

### **Le nécessaire implication citoyenne**

Mais là je reste dans cette première partie de ce que j'ai à dire. Une règle institutionnelle veut dire que le peuple français doit s'impliquer, et même s'il n'en a pas envie, il doit être impliqué quand même. C'est-à-dire que, comme il aura à discuter d'une Constitution, il faudra qu'il en parle, telle est la stratégie révolutionnaire du mouvement que nous incarnons. C'est l'implication populaire et citoyenne massive dans toutes les questions, y compris les questions

politiques, philosophiques les plus fondamentales. Il n'y a pas de politique de changement possible autrement que comme cela.

Tous ceux qui sont intervenus à cette tribune l'ont répété et je voudrais vous rappeler les propos que je fais totalement miens qui sont ceux de Marc Dufumier pendant sa démonstration. Il a dit « à bas le sectarisme ». Il devait parler sans doute des organisations politiques, dans ce cas-là, la partie est perdue ! Mais, s'il s'agit des citoyens, alors « à bas le sectarisme ! », et il a dit « il va falloir ratisser large ». Et là, vous avez vu une démonstration, peut-être plus concrète que mes propos habituels, sur la différence qu'il y a entre rassembler la gauche et fédérer le peuple. Parce que « rassembler la gauche », ça suppose que je m'accorde avec toutes sortes d'olibrius avec lesquels je n'ai pas envie de m'accorder et les autres ne veulent pas s'accorder avec moi, par conséquent nous perdons notre temps. Et quand je dis « je », vous comprenez qu'il ne s'agit pas de cela. Si nous devons discuter de la propagation d'une orientation politique écologique pour changer le pays, ça ne peut pas se limiter à la discussion entre les appareillons, les groupuscules, vastes organisations et autres questions de cet ordre, parce que nous n'allons nulle part comme cela. Fédérer le peuple c'est rassembler une entité qui s'appelle le peuple, c'est-à-dire des gens qui sortent de leur destin individuel de multitude éclatée entre d'innombrables activités pour qu'il passe à autre choses, c'est-à-dire à se mêler d'affaires collectives et devenant donc le peuple, acteur politique. Ce peuple, acteur politique, il est travaillé de contradictions... et pas seulement la contradiction de classe fondamentale entre les propriétaires, les actionnaires et les salariés, celle-là on la connaît, mais il y a aussi toutes les autres contradictions qu'il s'agit de régler et qu'on ne peut pas traiter par dessus la jambe en disant on verra bien demain, comme on le faisait du temps où j'étais fort jeune et où on pensait que le matin du grand soir, et bien tous les problèmes on les réglerait. Le problème du féminisme, on verrait à ce moment là, le problème de l'écologie, il sera bien temps de voir à ce moment là, etc. Non, nous savons que les moyens vont déterminer la fin et en quelques sortes la fin est toute entière dans les moyens, ce qui est vrai non seulement en agriculture, mais aussi en politique.

**Une déferlante du contraire de ce à quoi nous aspirons**

Donc, actuellement, nous avons entendu un dessein stratégique qui a été présenté devant nous par tous ceux qui ce sont exprimés, mais je vais être oiseau de mauvaise augure à cet instant. Nous sommes en train de vivre non seulement le contraire, mais une aggravation du contraire. C'est-à-dire, en ce moment, par exemple, pour la première fois l'Europe a décidé d'accepter de légaliser 19 OGM, alors que jusqu'à présent elle résistait. Mais, quand il s'agit des intérêts de la grande industrie chimique, c'est fini, la résistance s'est effondrée. Trois groupes, dont deux groupes allemands, ( ... / ... ) parmi les premiers du monde et manifestant une absence de scrupules et de responsabilité absolue, encouragés par le gouvernement allemand et soutenus par le nôtre. 19 variétés d'OGM, et des OGM qui sont d'une variété assez particulière : Jusqu'à présent on nous a expliqué que les OGM c'était pour limiter les pesticides, c'est comme cela que ça nous a été présenté. Or ces OGM justement leur caractéristique est qu'ils résistent aux herbicides pour qu'on puisse en foutre tout le temps, vu que les autres herbes ne résisteront pas aux herbicides, sauf celles qui sont OGM. Renversement de la perspective. Donc voilà la situation, cela a 15 jours.

Et puis, il y a le TAFTA, qui est l'instauration, notamment dans l'agriculture pour toutes les productions agricoles de l'idée du marché libre, sans concurrence qui vienne fausser ce marché. Il n'y a pas 50 exemples à prendre, je peux prendre celui du lait. Ce qu'on voit dans l'agriculture depuis que l'humanité est humanité, c'est qu'on fait des stocks, tout le monde sait cela, car une saison ne sera pas la même que la saison d'après, tout le monde sait cela. Et que, donc, il faut prévoir un peu. Le capitalisme libéralisé vous dit « mais pas du tout, on ne prévoira rien du tout parce que c'est le marché qui va régler cette histoire là ». Et, par conséquent, plus de stocks, plus de limites aux productions, allez y, enrichissez vous. (.../...) L'action publique et l'encadrement législatif est la nécessité et nous devons bien réfléchir à la valeur de ces instruments.

En attendant l'idée que tout devient marchandise et qu'il n'y a plus de limites d'aucune sorte. Le lait est considéré comme un produit comme les autres. Donc puisqu'on a mis 500 vaches, on va en mettre 1000, et puis peut-être 2000, et un élevage de porc de 20000, de 30000, etc.... On ne sait pas ce qu'ils sont capables de faire et cela donne deux types de violation.

La première, à l'évidence, tout cela va suivre les cours du marché, quand il y a un prix élevé tout le monde se met à en produire, donc tout le monde augmente les capacités de production, puis il y a trop de production, le prix s'effondre et l'outil de production s'effondre avec, c'est ce que ça a donné dans le cochon et dans plus d'une production. Ca sera cela à nouveau, c'est-à-dire des effets cycliques qui, à un moment donné, conduisent à un effet de rupture, et vous avez derrière un manque, une famine, etc.

Et puis, la deuxième violation, un viol permanent, et là on parle des animaux, de quelque chose qui devrait avoir une importance qui est le registre de la sensibilité des êtres sensibles et du traitement qui est réservé aux êtres sensibles dont nous prélevons la vie pour la nôtre. L'indifférence à ce sujet n'est pas une affaire de sensiblerie, encore qu'on ait le droit d'être sensible, et même hypersensible, ce n'est pas une honte. Ce qui est une honte c'est d'être sensible à rien, c'est donc le contraire. Mais, si on met même de côté, pour ne pas donner un cours sentimental à une expression politique, ce qui serait malvenu, il n'empêche que l'accoutumance à traiter des êtres sensibles de cette manière-là a vite fait de créer une culture. De la même manière qu'une culture bureaucratique conduise à ce que des gens organisent des déportations de masse, personne n'étant coupable de rien. Hannah Arendt a parfaitement décrit la force tranquille du mal. Quand vous prenez l'habitude d'ignorer la finalité de ce que vous faites et le moyen qui est utilisé, à la fin, vous vous privez des moyens de toute humanité.

Donc, nous sommes dans une déferlante du contraire de ce à quoi nous aspirons. En ce moment, c'est cela qui est à l'œuvre. La précédente politique agricole commune s'interrompt. Donc, il n'y a plus de quotas laitiers, donc le marché du lait va suivre celui du cochon et, dans tout le pays, la catastrophe est pour bientôt. Et la catastrophe fait partie du plan capitaliste, parce que la catastrophe permet de limiter encore la population paysanne, d'augmenter la concentration, etc. C'est comme cela que ça se passe. Donc ils réussissent à utiliser les dégâts qu'ils font eux-mêmes.

Enfin, les politiques de partenariat économique avec l'Afrique finissent de massacrer l'agriculture vivrière. Et donc ils vont vous dire avec la même mine satisfaite, joyeuse et heureuse, « ah oui, Monsieur Mélenchon, vous pleurnichez, mais regardez tel pays, regardez maintenant le PIB de ce pays a augmenté ». Non, ce qui a augmenté, ce sont les productions monétarisées sur le marché mondial. Personne ne compte tout ce qui a été détruit derrière, quand il n'y a plus d'agriculture vivrière, que les gens sont partis de là où ils étaient pour aller à la ville et de la ville à l'immigration pour les plus courageux qui peut-être vont survivre à la traversée du désert et à la noyade. Ca c'est le cycle infernal. Ce cycle infernal est en train de se renforcer, il n'est pas en train de diminuer, il est en train de se renforcer. Et pas une fois vous n'aurez entendu, dans les mesures proposées pour faire face à « l'invasion migratoire », que on allait arrêter cela, et pourtant c'est la cause de toutes nos affaires. Tout cela est notre patrimoine commun de compréhension, développé tout à l'heure de manière brillante, point par point. Je ne me suis jamais pris à revers de notre argumentation par ceux qui sont intervenus, donc félicitations aux camarades de la commission, le travail est bien fait et on est dans le bon fil.

Maintenant ne nous cachons pas les difficultés. J'en évoque trois.

### **Un combat culturel contre une certaine forme de consommation**

La première est culturelle. L'objet de la révolution est d'abord culturel. Car la société est faite d'êtres humains et les êtres humains ont des rapports entre eux qui sont des rapports faits de culture. Je ne cesserai de répéter que l'on ne se fait pas tuer pour un différentiel d'inflation, ce qui est pourtant quelque chose d'extrêmement cuisant. Mais, que l'on se fait tuer pour des idées beaucoup plus approximatives, telles que la liberté, la dignité et des choses que personne n'est capable de définir en moins de trois ou quatre pages. Ainsi sont faits les êtres humains, ainsi vivent les hommes, c'est comme cela. Puisque le capitalisme est un système global et globalitaire et qui rentre dans nos vies intimes, ce n'est donc pas seulement le mode de production qui doit être mis en cause, mais aussi le mode de consommation, les désirs qui sont suscités en nous par la publicité et l'idéologie dominante et qui, non pas nous conditionnent, mais auxquels nous adhérons dans l'enthousiasme, auxquels nous aspirons à ressembler, les images

des magazines et les produits à consommer créant toute sorte d'addictions qui finalement font partie de notre personnalité : « ah... ah je raffole du yaourt à je ne sais quoi », dans lequel il y a la dose suffisante de produits pour que j'en raffole à mort jusqu'à en crever .

Donc, le combat culturel est un combat qui va contre une certaine forme de consommation. Nous ne pouvons pas faire vivre durablement une révolution écologiste qui ne commence et n'argumente continuellement dans le processus révolutionnaire contre les modes de consommation. Et notamment dans les pays développés. Ces pays sont développés, non pas seulement par les instruments de production, mais aussi par l'organisation de la société qui est l'extrême concentration de la richesse à un bout que vous ne voyez pas, l'extrême concentration de la misère à un autre bout que vous voyez tous et qui est de moins en moins concentrée. Mais vous avez ces classes moyennes. Les classes moyennes n'existent pas, elles n'existent que par la représentation qu'elles ont d'elles-mêmes. Elles sont riches d'ambition individuelle, et pauvres en ambition sociale. Et ces classes moyennes se définissent comme moyennes, 1.600 euros le revenu médian, vous voyez ce qu'est le niveau de revenu d'un couple d'une classe moyenne. Ces classes moyennes s'identifient elles-mêmes en tant que classes moyennes par le spectacle des très pauvres qui leur permet de savoir qu'elles n'en sont pas, et le spectacle plus rare des très riches dont on décalque les modes de consommation sur soi, pour y ressembler. Autrement dit, cette classe moyenne n'existe qu'à travers ses représentations collectives. Et, ses représentations collectives sont faites de consommation. C'est dans la consommation que la classe dominante dirigeante affirme son identité de classe et son être. C'est la raison pour laquelle nous ne pouvons pas gagner si nous passons notre temps seulement –pardon, c'est très important- à sortir les gens de la misère et de l'extrême misère, sans contester le fait qu'une fois qu'ils en sont sortis, ils s'installent dans la classe moyenne, ils disent merci au gouvernement qui a rendu possible cela et ils se demandent pourquoi ils n'ont pas ceci, ils n'ont pas cela. Comme j'ai eu l'occasion de le dire à l'illustre camarade commandant de notre Révolution du Venezuela, si on a fait tout cela pour que tout le monde se fasse de la chirurgie esthétique et achète des 4X4, je

rentre chez moi, ça ne m'intéresse pas. Oui, mes camarades, c'est de cela dont il est question. Donc ce n'est pas une tâche simple.

J'ai parlé de vos relations à la consommation, j'ai parlé du mode de production. Mais, il y a une autre question liée à la question culturelle, c'est la relation entre le paysan qui fait de l'agriculture bio et tous les autres paysans et leurs amis. J'ai connu, pour ma honte, dans les années 70 un camarade qui était viticulteur membre comme moi du parti socialiste. Le gars décide de tout démolir et de tout recommencer à zéro et on lui rit au nez, on dit qu'il est complètement fou. Il prétendait qu'il allait cultiver sa vigne avec une charrue. Ça nous plongeait dans des délires d'hilarité et il passait pour un dingue. Maintenant, j'ai été visité il n'y a pas longtemps sa vigne, j'ai pour lui un respect immense et je me morfonds de l'avoir à l'époque ironisé comme cela. Au passage, pendant que j'étais dans sa vigne, il m'explique toutes sortes de choses, la terre, etc. (…/…) Donc, on parlait tous les deux et, au bout d'un moment, je ne sais plus comment ça vient dans la conversation, il m'explique l'impact pour lui du changement climatique, l'impact pour lui c'est la mouche drosophile. (…/…) Quand la mouche perce le grain de raisin, le jus qui est là tourne au vinaigre. Ainsi, si ça sent le vinaigre, tout est foutu. C'est nouveau pour eux. Parce que cette mouche monte à mesure que le réchauffement se fait. Et pour que ça se réchauffe dans le Jura, j'aime mieux vous dire qu'il en faut une couche… C'est l'endroit le plus froid de France, dans la montagne, à Mouthes. Donc, la culture vous ais-je dit. Il y a celle du regard des uns sur les autres et, encore une fois, à quoi une société identifie-t-elle ses progrès, donc la bataille est culturelle, vous ne pouvez pas passer à côté de cela.

### **Organiser autrement la répartition de la richesse, c'est écologique**

La deuxième difficulté est sociale.

Les trente glorieuses ou supposées telles se sont faites pour une large part sur le dos des agriculteurs. Pourquoi ? Parce que, si l'on voulait augmenter la compétitivité des travailleurs, il fallait changer les machines, cela fût fait massivement. Mais, il ne fallait pas que leurs salaires ne progressent plus vite que la compétitivité et que la productivité. Au contraire, moins ils progresseraient vite, mieux on se porterait. Si, en valeur absolue, en effet ils ont progressé, le

pouvoir d'achat a progressé bien plus que ne progressaient les salaires. Pourquoi ? Parce que, pendant ce temps là, ce qui était l'essentiel du budget d'un ménage, c'est-à-dire l'alimentation, baissait dans le bilan de la famille. Autrement dit, ce qui occupait avant 20 à 25% des revenus n'a plus représenté que 7 à 10% des revenus. Autrement dit une partie du mieux-vivre de la ville et de la classe ouvrière a été acquise sur l'exploitation des paysans. On ne peut pas en rendre les travailleurs responsables.

Maintenant, vous écrivez dans vos programmes que vous voulez voir rémunérés justement les produits agricoles au niveau où ils doivent l'être -et c'est la condition de la transition car vous ne convaincrez jamais aucun paysan de dire « et bien maintenant deuxième tournée, après en avoir bavé pour nos pères mères (et nos mères c'était encore pire elles n'avaient pas de statut !), c'est nous qui allons en baver ». Vous augmentez donc les prix agricoles, et vous êtes obligés d'augmenter les salaires ouvriers, pour que l'amélioration des conditions de vie des uns ne se fasse pas au prix des conditions de vie des autres. Et, par conséquent, vous devez changer la répartition de la richesse, autrement dit partager autrement.

Ainsi, organiser autrement la répartition de la richesse, c'est écologique, ce n'est pas deux sujets différents, c'est le même. De la même manière, que si vous augmentez les salaires, ils pourront se payer du bon produit, notamment du bio, augmenter le SMIC c'est écologique. De la même manière que, si vous voulez une industrie écologique, il faut faire la transition des machines et des procès de production. Donc, vous changez l'arbitrage de la répartition entre capital et travail, de l'utilisation de la plus-value. Parce que, ce qui ira dans le paiement du changement des machines n'ira pas dans les dividendes et l'accumulation et la bulle financière. C'est pourquoi nous parlons d'écocosocialisme. La question de l'écologie posée en tant que programme politique ne peut pas se séparer de la question d'une manière générale de la répartition des richesses, c'est la même chose. Augmenter les salaires des salariés et des ouvriers, c'est leur permettre de se nourrir correctement, donc de se payer des produits correctement produits par plus de travail humain, qui est le travail des agriculteurs. De la même manière, le



changement des procès de production modifie la clé de répartition de la richesse produite entre capital et travail.

Ca m'amène aux difficultés qui font partie du programme écosocialiste. On ne peut pas convaincre une société sans commencer par les tâches de révolution culturelle. Et, tout à l'heure, j'ai été intéressé parce que, pour la première fois, je comprenais bien comment cette affaire-là se mariait : la modification des comportements individuels avec la modification de l'appareil productif.

### **Les conditions d'une nouvelle culture collective**

Cela m'amène à la culture collective. Les paysans ne changeront pas d'avis car on leur demandera de le faire. Ils changeront parce qu'on va les en convaincre. Et pour les convaincre, il faut que ce soit jouable.

Quelqu'un l'a dit tout à l'heure, il faut qu'on y voie clair, il faut que la direction politique sache où elle va. Il leur faut des garanties que ceux qui les ont poussé à pratiquer comme cela ne reviendront pas demain, ce qui veut dire tout le changement des organismes. Là, c'est institutionnel, je ne suis pas un connaisseur, je ne m'avance pas sur le terrain, mais, clairement, sur la composition des SAFER et les priorités qui leur sont données, sur les Chambres d'agriculture, il y a des propositions qui existent, il y a des modes opératoires. Tout cela va être drôlement bien venu, car là aussi la révolution écosocialiste passe par le changement des institutions de ce secteur. Si on ne change pas les institutions, pour quelle raison les intérêts qui s'y expriment, tout d'un coup touchés par la grâce, reculeraient ? Non, pas du tout, ils ne reculeront pas.

### **Les représentations collectives**

Le deuxième élément est qu'il faut que l'image et l'idée que l'on donne des tâches au niveau le plus élevé soit clairement énoncé. Si nous disons aux agriculteurs qu'ils sont les responsables numéro un de la transition écologique, les choses se passeront différemment, car les agriculteurs ne pourrissent pas la terre par goût, ils pensent qu'ils font bien leur travail, que c'est bien de faire comme cela, parce que c'est technique, parce que, en faisant ainsi, ils ont une

idée d'eux-mêmes qui est plus valorisante, parce qu'on leur dit que c'est comme ça et que c'est bien. Et qui n'est pas comme cela ? Tout le monde est comme cela, tout le monde aime son métier, quel que soit le métier, et tâche de le faire bien. Et si tout le monde vous dit « c'est comme cela que c'est bien », eh bien vous essayez, cela s'appelle le désir mimétique, « je le fais parce que l'autre le fait et s'il le fait, c'est que ça doit être bien », cela est vissé en nous, ça fait partie du programme de départ, tu sors du ventre de ta mère, et c'est là que ça commence le désir mimétique.

Donc, là, nous avons quelque chose de très important, qui tient au système collectif des représentations. C'est-à-dire ne pas continuer à avoir des dirigeants qui ont un chapitre dans leur programme qui s'appelle l'écologie, ou des présidents de la République qui tout à coup se lèvent le matin et comprennent qu'il y a un problème avec le climat –« alors, à qui on écrit pour le climat ? », c'est à peu près le maximum d'imagination d'un tas de ces gens là..., et bien non, le climat, il faut tout changer, car si on ne change pas tout, on ne change rien-... Ou encore, des responsables qui vont dire à la FNSEA « vous êtes les premiers écologistes du pays ». Parce que Valls a quand même osé faire ça. ! Ah bien oui, il n'y a pas que les roms à qui il s'en prend !

Tout cela est nouveau, ce sont des conditions nouvelles qui, normalement, devraient nous être plus favorables.

### **Offrir à la paysannerie des modes de vie auxquels il est légitime d'aspirer**

Toujours sur la question de l'agriculture et des représentations collectives, la question des lycées agricoles qui a été évoquée. Les camarades, vous avez fait un magnifique programme, vous écrivez nous allons créer 300.000 emplois, très bien, ou vous les trouvez je vous prie ? Pas les emplois, mais les gens pour aller tenir les emplois. Vous allez leur dire quoi ? Qui veut aller au fin fond du Diable Vauvert ou il n'y a même pas la Wifi ? Je blague, mais, si vous ne changez pas les conditions de vie, d'accès au service public, du goût de vie ensemble et tout ce que vous avez à promettre aux gens c'est une déportation dans un machin lointain avec des machines partout, personne n'ira le faire. La preuve, ceux qui y sont, ils s'en vont. Parce que c'est un mode de vie qui ne correspond à rien

d'humainement supportable. C'est bien pourquoi c'est une profession ou, en plus des conditions sociales, il y a tant de suicides. Le suicide n'est pas une solution mécanique d'une situation sociale, c'est compliqué le suicide. Je vous renvoie à Durkheim si vous voulez le début de la complexité de l'affaire. Pourquoi y a-t-il un suicide par jour dans la profession agricole ? Et personne n'en parle ! Une personne par jour se suicide et qui est un paysan ... Donc il doit bien y avoir quelque chose de profond. Car, à la fin, quand le truc s'écroule, quand tout s'est écroulé économiquement, après il y a le spectacle de vous-mêmes dans votre solitude, dans votre misère, affective parfois, dans l'isolement, dans tout ce qui correspond à cette façon de vivre en tant que paysan. C'est cela aussi qu'il faut régler. Par conséquent, la paysannerie de 300 à 400000 paysans de plus, que nous avons l'intention de recruter dans ce pays, ce n'est pas la paysannerie d'avant-hier, c'est une paysannerie comme aujourd'hui, c'est-à-dire avec les mêmes désirs, les mêmes exigences, les mêmes niveaux d'élévation culturelle qui font que le spectacle de la vie pour soi-même devient supportable. C'est-à-dire une paysannerie qui puisse avoir accès à avoir à certains modes de vie auquel il est légitime d'aspirer. Je ne dis pas pour autant que ce soit une joie d'être pris dans le grille-pain mondial dénommé wifi ...

### **La prégnance de l'idée culturelle : l'exemple du vin**

Vous voyez, moi j'essaie de revenir toujours aux questions de la culture. C'est souvent incompréhensible pour les gens avec qui nous parlons. Prenons l'exemple du vin. J'ai choisi l'exemple du vin car il me semble que tous les Français aiment bien boire du vin, il y a une culture nationale sur le vin. Quand les gros sabots de la Commission européenne arrivent, déjà, vous avez une tête d'œuf qui trouve cette idée géniale que, puisque le coût du rosé est élevé et que le coût du rouge et du blanc est bas, il n'y a qu'à mélanger le vin rouge et le vin blanc, ça fait du rosé et ça fait un produit qui vaut plus cher. Quand on le menace de le pendre ou de le jeter par la fenêtre, il est tout surpris et il se demande pourquoi, qu'est-ce qu'on a nous les Français ? Qu'est-ce qui nous rend comme cela, si susceptibles et chatouilleux à propos de vin rosé ? Lui d'ailleurs, il n'en boit pas, il ne boit que du coca cola light, donc il ne sait même pas de quoi on parle. Ce qu'ils sont en train de faire, c'est que le vin soit comme du lait : la concurrence doit être libre et non faussée, donc les AOC, les limitations de

surface, les limitations d'arrosage, etc (…/…), tout cela n'existe plus. Ils veulent décider cela, on est en route vers cela. Et les Etats-Unis d'Amérique –avec qui nous avons tant de valeurs communes, c'est bien connu, surtout à Guantanamo !-, ils ont quitté l'Organisation Mondiale du Vin, parce que c'est trop de réglementation, donc pour eux il y a le liquide et sinon le liquide.

Et donc vous avez du Champagne du Tennesy, de l'excellent Bordeaux de je ne sais où, et ils ne comprennent pas pourquoi nous voulons limiter cela en appellations contrôlées, avec des normes de production, etc. Et ça c'est très culturel, vous n'avez aucun moyen d'expliquer pourquoi vous voulez ces normes si vous ne parlez pas de culture. Si vous ne parlez pas de goût, pas de terroir, vous ne pouvez rien répondre. Parce que, sinon, pourquoi on ne ferait pas du Champagne au Diable Vauvert, après tout ? C'est un exemple qui ramène encore à l'idée de cette prégnance de l'entrée culturelle dans nos débats.

### **Sur la gratuité et l'externalisation des coûts**

J'en viens sur la militance. Le capitalisme est un système qui joue sur deux ressorts essentiels. Premièrement, la gratuité. Vous savez qu'il y a souvent un débat sur la gratuité. Il y en a un qui ne vient jamais discuter, c'est le capitalisme. Pourtant le capitalisme vit entièrement de gratuité, il vit de la part gratuite du travail humain. Evidemment il ne va pas le dire, donc il n'en parle pas. Vous, on va vous chipoter pour savoir si la gratuité des transports en commun c'est raisonnable ou pas -parce qu'on ne peut dépenser plus que gna gna gna…- , mais lui, non, ça va, très bien. Taux d'exploitation maximum, c'est l'objectif dans la vie, c'est la gratuité du travail des autres. Le renversement de la clause de gratuité, c'est un des enjeux de la bataille culturelle entre eux et nous. Le deuxième élément c'est l'externalisation de tous les coûts, et c'est ça qui est nouveau dans l'agriculture, c'est ça qui fait qu'ils se sont révoltés, c'est pour cela que je parle de militance.

Dans le ressort de la militance des paysans il n'y a pas que les traditionnels ressorts de revendication sociale, salariale, etc. Il y a une revendication qui tient à ce qu'ils font eux-mêmes. C'est qu'eux savent, du fait même de ce qu'ils manient, que cette chose là n'est pas perpétuellement renouvelable. Et que, donc, le

mécanisme central du capitalisme qui est l'externalisation des coûts -c'est comme cela qu'il s'en sort, il externalise tous les coûts, les coûts sociaux, les coûts environnementaux, les coûts de santé, tout, rien ne rentre dans le coût de la marchandise. Mais, comme l'a dit tout à l'heure quelqu'un, si vous mettez dans le coût du lait, ce que ça nous coûte en terre pourrie, en vies détruites, en espaces agricoles ruinés, vous ne paierez plus le litre de lait de la même manière, le litre de lait libre et non faussé ... . Par conséquent, le mécanisme d'externalisation des coûts a une réalité physique que les paysans sont les premiers à voir. Ils se rendent compte que cela est en train de tuer l'outil de production, si on devait ramener les choses à cette seule dimension là. La militance paysanne est d'une puissance que nous ne connaissons pas dans nos propres mécanismes de militance. Parce que l'employé, le/la salarié de l'hôpital public ou de l'éducation nationale, souvent jouit d'une certaine solidarité de son milieu, c'est pas toujours le cas pour les paysans. Et c'est donc un mouvement qui part de l'intérieur de sa propre culture et qui l'amène à rentrer en opposition ou en rébellion. Et le mécanisme d'expansion de la rébellion paysanne, qui est un mécanisme d'une grande profondeur culturelle, ce n'est pas une réaction émotive instantanée, ce n'est pas une pulsion de l'instant. C'est quelque chose qui est très construit, vous ne pouvez pas changer l'organisation de votre entreprise, de vos terres, de vos cultures sur un coup de tête ou sur un coup de sang, ce n'est pas vrai ... Ca prend plusieurs années, ça demande la révision de beaucoup d'actes professionnels et d'une culture du métier...

### **La militance paysanne**

Moi, je suis rassuré que, par rapport à la tâche qui a été fixée tout à l'heure, sur le fait que vous n'y arriverez pas si vous ne faites pas des fronts larges, c'est-à-dire pas des fronts politiques, mais des fronts avec des secteurs de la société qui se rassemblent pour atteindre des objectifs. Nous savons -et là je l'adresse à ceux qui sont dans la culture profonde de la gauche- que les rapports avec la paysannerie ont pourri les discussions du mouvement socialiste et ouvrier pendant des décennies. Qu'est-ce qu'on fait avec eux ? Est-ce qu'on peut s'entendre avec eux ? Oui disaient les uns, non disaient les autres. Ceux qui disaient oui disaient « Regardez, le Midi rouge est avec nous », les autres disaient « Vous les avez vu dans telle région ... » (.../...) Cette alliance a vraiment posé

beaucoup de problèmes. D'abord, parce que la paysannerie était le registre de la petite propriété, avec les représentations symboliques de la petite propriété (… /…) Ce que nous voyons c'est que nous avons des alliés extrêmement enracinés et puissants. Finalement, la culture paysanne, si vous voulez bien vous en rendre compte, véhicule avec elle beaucoup d'éléments du socialisme et du communisme en tant que philosophies politiques. Voyons par exemple des choses qui, de loin, peuvent être vues aussi curieuses qu'un Gaec. C'est une mise en commun qui n'existe nulle part ailleurs, sinon dans les coopératives ouvrières. Par conséquent, non seulement nous avons le substrat anthropologique et culturel, mais nous avons aussi les masses humaines concernées. Tous les paysans que j'ai vus et qui avaient changé de camp, c'est-à-dire qui ont rompu avec le productivisme, ont un niveau d'éducation et de conscience politique aussi élevé que peut l'être –et même davantage- celui des salariés quand ils entrent en lutte, car vous savez que la lutte est la première école du socialisme. Je suis frappé par cela, la profondeur, l'ampleur de vue, dans ce que j'ose appeler, j'espère que je ne vais pas vous choquer, une forme de communisme élémentaire, c'est-à-dire la prise de conscience de l'existence de biens communs et d'une humanité égale en similitude, d'une densité que nous n'atteignons pas toujours en conclusion de nos luttes salariées et urbaines.

### **En conclusion**

Je pense que ça, c'est un bon signal. Mais, comment régler la transition que nous avons évoquée ? Le sujet ce n'est plus le fond, on est d'accord sur le fond. Vous avez vu cette table, on a tout ce qu'il faut, les hommes, les femmes, ils savent faire. Demain, on a la majorité, on en colle un au ministère, on sait qu'il saura faire, parce qu'il y aura tous les autres. Le problème est d'arriver à englober tout le monde et pour cela d'arriver à répondre aux questions qui se posent, moi, j'en ai évoqué trois, même s'il y en a plusieurs autres, à savoir :

- Si vous ne changez pas vos modes de vie, vous ne changerez pas l'agriculture, parce que votre mode de vie est incompatible avec l'agriculture que nous voulons. Je dis certes les modes de vie réels, mais surtout les modes de vie fantasmés, idéalisés,
- Vous ne changerez pas d'agriculture si vous ne trouvez pas d'autres agricultrices et agriculteurs, et pour cela il faut leur proposer une autre vie.

- Nous n'y parviendrons pas non plus si nous ne changeons pas la répartition entre les uns et les autres de la richesse, et pour cela il faudra aller la chercher avec les dents. Ce n'est pas une affaire de gentils, le changement auquel nous aspirons, nous ne pourrions pas simplement en convenir dans un colloque avec des gens ouverts qui acceptent de discuter, etc. C'est à coup de bâton, bâton symbolique bien sûr, la force de la loi, qu'il va falloir renverser la circulation des flux de la richesse accumulée. Donc ne vous racontez pas d'histoire. Si vous voulez faire tout ce que vous avez entendu, vous ne pouvez pas faire autrement que de faire une révolution. Et, cette révolution, je l'ai nommée, c'est la révolution citoyenne. Pas de changement de la matrice productive de notre pays, pas de changement du modèle dominant de la production sans révolution citoyenne. Sinon, vous faites du bruit avec votre bouche, vous faites le marché carbone, le capitalisme vert, qui est un attrape gogo, et même paraît-il du coca cola vert, ce qui doit en faire une double horreur !



L'ensemble des enregistrements des Assises de l'écosocialisme sur la transition écologique de l'agriculture du 23 mai 2015 est disponible sur <https://lepartidegauche.fr/lateledegauche/educpop/assises-l-ecosocialisme-agriculture-32422>